

HAZEBROUCK

La ville qui vous ressemble



RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020

**REGIE MUNICIPALE DES EAUX
SERVICE D'ASSAINISSEMENT**

DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2020

REGIE MUNICIPALE DES EAUX SERVICE D'ASSAINISSEMENT

SOMMAIRE

Les services publics de l'eau et de l'assainissement	1
Le service public d'assainissement non collectif	1
La distribution d'eau potable	2
Assainissement	
• Les eaux usées	3
• L'assainissement collectif	3
• L'assainissement non collectif	4
• La circulaire du 12 décembre 1978	5
Les dispositions induites par la loi NOTRe et la loi n°2018-702 du 3 août 2018	7
L'Agence de l'Eau Artois-Picardie	10
Ratios	
• Service d'Assainissement	13
• Régie Municipale des Eaux	14
Ressources humaines – Structure des dépenses et des effectifs	
• L'évolution des effectifs	15
• La lutte contre l'absentéisme et les actions en faveur du bien-être au travail	18
• Les facteurs d'évolution des charges de personnel	21
• Les éléments de prospective en matière de charges de personnel	22
Les investissements	
• Service d'Assainissement	24
• Régie Municipale des Eaux	31
Prospective budgétaire du Service d'Assainissement	34
• Investissement	35
• Fonctionnement	36
Prospective budgétaire de la Régie Municipale des Eaux	38
• Investissement	39
• Fonctionnement	40
Application de la formule de révision	42
Prix de l'eau	45

Rapport sur la dette

- | | |
|--|----|
| • Service d'Assainissement | 46 |
| • Avances de l'Agence de l'eau - Echancier | 66 |
| • Régie Municipale des Eaux | 63 |

Services publics de l'eau et de l'assainissement

(source : Eaufrance – Le service public d'information sur l'eau)

Les services publics de l'eau et de l'assainissement

Les 30 000 services publics de l'eau et de l'assainissement en France ont pour mission d'acheminer l'eau potable jusqu'au robinet du consommateur puis de collecter et de traiter les eaux usées et les eaux pluviales avant leur retour au milieu naturel. Ils sont également en charge des relations avec le consommateur : informations, gestion des demandes, facturation... Le service de « eau potable » comprend le prélèvement d'eau dans le milieu naturel, sa potabilisation et sa distribution. Le service « assainissement » comprend la collecte, le transport et le traitement des eaux usées ainsi que l'élimination ou la valorisation des boues produites lors des traitements. Pour le service « eau potable », $\frac{3}{4}$ des communes sont regroupées dans des structures intercommunales contre seulement 44 % pour le service « assainissement ».

Depuis 1970, les communes se sont vues confier la gestion des services de l'eau. Elles ont le choix d'assumer directement en régie la gestion de leurs services d'eau et d'assainissement ou en confier tout ou partie à des entreprises spécialisées en déléguant leurs compétences. Les différents modes de gestion sont :

- ▶ **La régie directe** : la commune ou le groupement intercommunal assument directement la gestion de leurs services d'eau.
- ▶ **La gestion déléguée** : la commune ou le regroupement intercommunal délègue un service à une entreprise spécialisée, pour une durée donnée. Il en existe deux types :
- ▶ **La concession** : l'entreprise délégataire (le concessionnaire du service) finance, réalise et exploite les équipements pour le compte de la collectivité ;
- ▶ **L'affermage** : la collectivité décide et finance les investissements et reste propriétaire des équipements, tandis que l'entreprise délégataire (le fermier) exploite et entretient les équipements.
- ▶ **La régie intéressée** : comme pour l'affermage, la collectivité est propriétaire des équipements, mais l'entreprise (le régisseur) est rémunérée en fonction des résultats, par le biais d'une prime de gestion ou d'une participation aux bénéfices. Dans les cas où il existe une délégation des services publics, tout ou partie des activités est confiée aux opérateurs de l'eau. Une contractualisation est réalisée soit avec des entreprises privées, soit avec des sociétés d'économie mixte.

Le service public d'assainissement non collectif

Par ailleurs, la loi sur l'eau de 1992 et le Code Général des Collectivités Territoriales (articles L224-8 et 9) impose aux communautés de communes ou aux communes qui ne réalisent pas de dispositif d'assainissement collectif de mettre en place un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC). Le SPANC a pour mission de contrôler les installations d'assainissement non collectif afin de prévenir les risques sanitaires. Le SPANC peut également être apte à réaliser et à entretenir les installations d'assainissement autonome.

Distribution d'eau potable

Le service de l'eau potable comprend trois étapes distinctes :

- ▶ **Le captage** : L'eau qui est captée à l'état brut peut avoir diverses origines : cours d'eau, plans d'eau, nappes souterraines ou sources. 2/3 des captages s'effectuent dans les nappes contre seulement 1/3 dans les eaux superficielles.
- ▶ **La potabilisation** : L'eau captée est transportée à l'unité de potabilisation pour être rendue potable, c'est-à-dire conforme à la réglementation en vigueur. Les critères de potabilité prennent en compte des paramètres microbiologiques, chimiques, organoleptiques ... La potabilisation vise à réduire la concentration ou à éliminer les substances dissoutes ou en suspension. Le ministère chargé de la santé s'assure de la qualité de l'eau potable.
- ▶ **La distribution** : L'eau rendue potable est acheminée sous pression dans des réservoirs ou des châteaux d'eau puis elle est stockée dans des lieux de stockage publics situés au pied des bâtiments desservis (réseau public de distribution d'eau potable). Enfin, elle est relayée par des tuyaux privés pour arriver jusqu'à nos robinets.

A noter, que le consommateur peut s'alimenter en eau potable par ses propres ressources (puits, sources) mais doit le déclarer en mairie. En tant que non abonné au service public de l'eau, il doit s'assurer lui-même de la potabilité de son eau.

Assainissement

Les eaux usées

Elles sont réparties en trois grandes catégories :

- ▶ **les eaux usées domestiques** : proviennent des différents usages domestiques de l'eau. On en distingue deux grandes catégories :
 - les eaux ménagères (ou « grises ») qui proviennent des salles de bain et des cuisines. Ces eaux sont généralement chargées en détergents, graisses, solvants et débris organiques...
 - les eaux « vannes » qui proviennent des rejets des toilettes et qui sont chargées de diverses matières organiques azotées et de germes fécaux.
- ▶ **les eaux usées industrielles** : sont généralement très différentes des eaux usées domestiques (qualité et quantité). En effet, leurs caractéristiques varient significativement d'une industrie à l'autre et en plus des matières organiques et des composés azotés ou phosphorés, elles peuvent également contenir des produits toxiques, des micropolluants minéraux et/ou organiques.
- ▶ **les eaux pluviales** : peuvent être à l'origine de pollutions importantes des cours d'eau, notamment pendant les périodes orageuses. L'eau de pluie se charge d'impuretés au contact de l'air (fumées industrielles), puis, en ruisselant, des résidus déposés sur les toits et les chaussées des villes (huiles de vidange, hydrocarbures, résidus de pneus, métaux, ...). En outre, lorsque le réseau d'assainissement est dit « unitaire », les eaux pluviales sont mêlées aux usées domestiques et non-domestiques. En cas de fortes précipitations, la capacité hydraulique du réseau d'assainissement peut être dépassée et /ou les contraintes de préservation des installations de traitement peuvent occasionner un déversement sans traitement des eaux dans le milieu naturel.

L'ensemble des eaux doivent subir un ou plusieurs traitements avant de retourner dans le milieu naturel. Lorsque les eaux (tout type confondu) sont collectées, transportées et traitées par le service public d'assainissement, on parle d'assainissement collectif. Lorsqu'une habitation n'est pas desservie par le service public, celle-ci doit être dotée d'un système de traitement des eaux usées domestiques disposé sur la parcelle, dans ce cas l'assainissement est dit non collectif.

L'assainissement collectif

Dans le cas de l'assainissement collectif, les eaux usées sont collectées par le réseau public d'assainissement puis transportées vers une unité appelée généralement « **station de traitement des eaux usées** » chargée de traiter l'eau et de la rejeter dans un milieu aquatique, et d'éliminer conformément à la réglementation les déchets résultant du ou des traitements réalisés (boues). Les technologies de traitement employées sont variables en fonction de la population raccordée, de la nature des effluents à traiter et de la sensibilité du milieu récepteur. La technologie la plus répandue en France est celle dite par « boues activées », utilisant les bactéries comme « outil » de traitement. L'eau qui sort d'une station de traitement des eaux usées n'est pas potable car elle peut encore contenir des polluants et une charge microbienne résiduels.

Quel que soit le mode de traitement des eaux usées, les boues produites sont majoritairement constituées d'eau (99 %), de matière organique fraîche et de matières minérales dissoutes ou insolubles. Selon leur valorisation, des traitements complémentaires leurs sont appliqués pour réduire la teneur en eau, diminuer la fermentescibilité due à la matière organique ou les hygiéniser en détruisant les micro-organismes pathogènes. Les boues ainsi produites ont des propriétés diverses qui influencent directement leurs propriétés fertilisantes.

L'assainissement non collectif (ou autonome)

Les installations d'assainissement non collectif doivent répondre à des exigences réglementaires spécifiques minimales pour leur conception, leur réalisation, leur entretien, la préservation des milieux aquatiques et sur la qualité de l'eau traitée. L'installation comprend : un dispositif de prétraitement réalisé in situ ou préfabriqué et un dispositif de traitement utilisant les pouvoirs épurateurs du sol.

Circulaire du 12 décembre 1978 relative aux modalités d'application du décret n°67-945 du 24 octobre 1967 concernant l'institution, le recouvrement et l'affectation des redevances dues par les usagers des réseaux d'assainissement et des stations d'épuration

Figurent ci-après les principales dispositions du décret et leurs modalités d'application.

« Art. 1^{er}. – A compter du 1^{er} février 1968, tout service public d'assainissement, quel que soit son mode d'exploitation, donne lieu à la perception de redevances d'assainissement établie dans les conditions fixées par le présent décret. »

« Constitue un service d'assainissement tout service chargé en tout ou partie de la collecte, du transport ou de l'épuration des eaux usées. »

Institution de la redevance

La définition donnée par l'alinéa 2 doit être interprétée de façon extensive : il y a service d'assainissement dès qu'une collectivité publique assure en tout ou partie la collecte, le transport ou l'épuration des eaux usées. En conséquence, la redevance d'assainissement doit être instituée dès qu'il existe un service rendu à l'utilisateur et une charge supportée dans ce but par la collectivité.

Aussi bien, l'institution de la redevance est obligatoire pour toute collectivité publique (commune, groupement de communes et éventuellement département ou syndicat mixte) qui a organisé un tel service.

Problème des eaux pluviales

Le service dont le financement doit être assuré par la redevance d'assainissement ne couvre que la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées. Le coût des mêmes opérations pour les eaux pluviales doit être imputé au budget général de la collectivité et couvert par les ressources fiscales de celle-ci.

« Art. 2. – Le produit des redevances d'assainissement est affecté au financement des charges du service d'assainissement. »

« Ces charges comprennent notamment les dépenses de fonctionnement du service, y compris les dépenses de personnel, les dépenses d'entretien, les charges d'intérêt de la dette contractée pour l'établissement et l'entretien des installations et, ...les charges d'amortissement des installations. »

Individualisation comptable du service

Cet article affecte obligatoirement le produit de la redevance assainissement au financement des charges du service dont il donne une liste non limitative.

Ces principes ont été développés dans plusieurs instructions budgétaires et comptables. Ces textes précisent notamment la forme et l'exécution du budget annexe du service d'assainissement.

Remboursement des travaux de branchements à l'égout et participation de raccordement

En dehors des redevances d'assainissement, le produit des droits divers, communément appelés « taxes de raccordement ou de branchement »,... est affecté au budget du service de l'assainissement.

Amortissements techniques

L'amortissement technique est à la fois une charge de la section de fonctionnement du budget annexe de l'assainissement et une recette de sa section d'investissement. Il permet donc d'affecter à cette dernière section une partie du produit de la redevance, afin de payer tout ou partie des dépenses qui y sont inscrites, parmi lesquelles figure notamment le remboursement en capital des emprunts contractés pour les investissements, intérêts qui constituent une charge définitive du service.

Les dispositions induites par la loi NOTRe et la loi n°2018-702 du 3 août 2018

L'Instruction relative à l'application de la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 décrit les évolutions introduites par la loi concernant la mise en œuvre du transfert des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes.

Il est important de rappeler que les articles 64 et 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe), attribuent, à titre obligatoire, les compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération à compter du 1er janvier 2020. Avant cette date, l'exercice de ces deux compétences demeure optionnel, conformément au II. des articles L. 5214-21 et L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales ; ces compétences peuvent aussi être exercées à titre facultatif, si le nombre minimal de trois compétences optionnelles exercées est déjà satisfait par la communauté de communes ou la communauté d'agglomération.

Il est stipulé dans l'instruction susmentionnée que la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes aménage notamment les modalités de ce transfert, sans pour autant remettre en cause le caractère obligatoire de ce dernier.

Ainsi, les communes membres des communautés de communes qui n'exerçaient pas, à la date de publication de la loi n° 2018-702 du 3 août 2018, les compétences « eau » ou « assainissement » à titre optionnel ou facultatif, peuvent délibérer, sous certaines conditions, afin de reporter la date du transfert obligatoire de l'une ou de ces deux compétences du 1er janvier 2020 au 1er janvier 2026.

Pour les communautés de communes, un mécanisme de minorité de blocage, institué par les délibérations de 25% de leurs communes membres, représentant 20% de la population intercommunale, permet de faire obstacle au transfert obligatoire des compétences « eau » et/ou « assainissement » jusqu'au 1^{er} janvier 2026.

L'article 1^{er} de la loi accorde cette faculté aux communes membres de communautés de communes souhaitant différer le caractère obligatoire du transfert intercommunal des compétences « eau » et « assainissement » du 1er janvier 2020 au 1er janvier 2026.

Ainsi, jusqu'au 30 juin 2019, soit 6 mois avant l'entrée en vigueur des dispositions issues de la loi NOTRe, les communes membres des communautés de communes ont désormais la possibilité de délibérer pour s'opposer au transfert obligatoire de ces deux compétences, ou de l'une d'entre elles, tel qu'initialement prévu par l'article 64 de la loi précitée. L'opposition prend effet si elle est décidée par des délibérations prises par au moins 25% des communes membres représentant au moins 20% de la population intercommunale. La date du transfert de la ou des compétences est, dans ce cas, reportée au 1er janvier 2026.

Pour chacune des deux compétences, « eau » et « assainissement », cette faculté est exclusivement réservée aux communes membres de communautés de communes n'exerçant, à la date de publication de la loi, ni à titre optionnel, ni à titre facultatif, la compétence en cause, y compris partiellement, à l'exception notable du service public d'assainissement non collectif.

En effet, s'agissant spécifiquement de la compétence « assainissement », le législateur a souhaité étendre le champ de la minorité de blocage aux communes membres des communautés de communes exerçant, de manière facultative et à la date de publication de la loi n° 2018-702 du 3 août 2018, uniquement les missions relatives au service public d'assainissement non collectif (SPANC). Dans ce cas, les communes membres gardent la possibilité de délibérer, conformément aux conditions précitées, afin de reporter la date du transfert intercommunal des missions relatives à l'assainissement collectif, telles que définies au I. et au II. de l'article L. 2224-8 du CGCT, au 1^{er} janvier 2026. Dans ce cas et pour autant la communauté de communes reste compétente pour les missions relatives au service public d'assainissement non collectif, telles que définies au III. de l'article L. 2224-8 du CGCT.

Entre le 1^{er} janvier 2020 et le 1^{er} janvier 2026, les organes délibérants des communautés de communes dans lesquelles l'application du mécanisme de minorité de blocage est effective, ont la possibilité de se prononcer ultérieurement sur le transfert intercommunal des compétences « eau » et « assainissement »

Après le 1^{er} janvier 2020, les communautés de communes dans lesquelles l'opposition prévue à l'article 1^{er} de la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 a été exercée, pourront, à tout moment, se prononcer par délibération de leur conseil communautaire sur le transfert intercommunal des compétences « eau » et « assainissement », en tant que compétences obligatoires. Dans les trois mois qui suivent la délibération du conseil communautaire, les communes membres pourront cependant s'opposer à cette délibération, dans les mêmes conditions de minorité de blocage (25% des communes membres représentant 20% de la population intercommunale).

En tout état de cause, les communes gardent la possibilité de transférer librement les compétences « eau » et/ou « assainissement » à leurs communautés de communes, sans que la minorité de blocage puisse y faire obstacle.

En effet, aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 3 août 2018, le pouvoir d'opposition concerne « le transfert obligatoire résultant du IV. de l'article 64 [de la loi NOTRe] ». Il ne peut donc pas faire obstacle aux transferts que les communes décideraient dans les conditions de majorité qualifiée de droit commun.

Par délibération en date du 3 avril 2019, le Conseil Municipal de la Ville d'HAZEBROUCK a décidé de s'opposer au transfert automatique à la Communauté de Communes de Flandre Intérieure au 1^{er} janvier 2020 de la compétence eau potable, au sens de l'article L.2224-7 I du CGCT, et de la compétence assainissement des eaux usées, au sens de l'article L.2224-8 du CGCT.

Par courrier du 11 juin 2019, Monsieur le Président de la CCFI a informé l'ensemble des Maires que la minorité de blocage était atteinte et qu'en conséquence les compétences en matière d'eau et d'assainissement ne seront pas transférées à la CCFI au 1^{er} janvier 2020, mais reportées au 1^{er} janvier 2026 au plus tard.

Concernant le service public administratif de gestion des eaux pluviales urbaines...

La loi rattache désormais explicitement le service public administratif de gestion des eaux pluviales urbaines à la compétence « assainissement », pour les métropoles et les communautés urbaines, et introduit une nouvelle compétence distincte pour les communautés d'agglomération et les communautés de communes, devant être exercée à titre obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2020 pour les premières et demeurant facultative pour les secondes.

Les communautés de communes resteront libres de choisir d'assurer ou non la gestion du service public de gestion des eaux pluviales urbaines à l'échelle intercommunale.

S'agissant des communautés de communes, le service public de gestion des eaux pluviales urbaines ne fait l'objet d'aucune inscription par la loi au sein des compétences obligatoires et optionnelles mentionnées à l'article L. 5214-16 du CGCT. Le législateur a ainsi laissé la possibilité aux communes membres de communautés de communes d'apprécier, au regard du contexte local, l'opportunité d'une gestion intercommunale des eaux pluviales sur leur territoire.

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie¹

Le vendredi 5 octobre 2018, le Conseil d'administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, et le Comité de bassin ont approuvé le 11ème Programme d'intervention 2019-2024 de l'établissement. Ce nouveau programme d'intervention couvrira une période de 6 ans et est effectif depuis le 1er janvier 2019.

Afin de financer des projets sur l'eau et la biodiversité, ce programme prévoit 1,114 milliards d'euros sur 6 ans pour une prise en compte volontariste de la nécessaire « adaptation au changement climatique ».

Le 11ème programme introduit des sujets transversaux, en lien avec les grands défis de ce siècle, et maintient une solidarité territoriale forte au sein de ce territoire :

- Reconfirmation des taux de financements pour soutenir des études ou des travaux liés à l'adaptation au changement climatique et à la biodiversité
- Elargissement de la politique d'intervention « gestion des milieux naturels » aux milieux naturels hors zones humides, y compris sur le volet littoral

Une baisse de la pression fiscale et des redevances plus équitables

Pour répondre à l'objectif national de réduction des prélèvements obligatoires, les redevances collectées seront en diminution : une baisse de 10 à 20% du taux de redevances sur le bassin Artois-Picardie. Celles-ci sont payées par chaque usager en fonction de sa consommation d'eau et de la pollution rejetée dans le milieu naturel.

Par délibération en date du 5 octobre 2018, le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie a décidé des dispositifs tarifaires et de zonage en matière de redevances, applicables à compter du 1^{er} janvier 2019.

LES REDEVANCES DE L'AGENCE DE L'EAU

L'article L.213-10 du code de l'environnement stipule qu'*« en application du principe de prévention et du principe de réparation des dommages à l'environnement, l'agence de l'eau établit et perçoit auprès des personnes publiques ou privées des redevances pour atteintes aux ressources en eau, au milieu marin et à la biodiversité, en particulier des redevances pour pollution de l'eau, pour modernisation des réseaux de collecte, pour pollutions diffuses, pour prélèvement sur la ressource en eau, pour stockage d'eau en période d'étiage, pour obstacle sur les cours d'eau et pour protection du milieu aquatique »*.

La redevance pour la modernisation des réseaux de collecte

La redevance pour modernisation des réseaux de collecte est due par toute personne acquittant la redevance pour pollution de l'eau et soumise à la taxe d'assainissement public. Elle est calculée sur la base des volumes soumis à la taxe d'assainissement.

Elle est collectée pour le compte de l'agence de l'eau auprès de l'exploitant du service assurant la facturation de la redevance d'assainissement (régie communale, syndicat, délégataire), c'est-à-dire, pour la commune d'Hazebrouck, par la Régie Municipale des Eaux.

¹ Informations et données extraites des sites internet des Agences de l'Eau.

Le montant de cette redevance résulte du produit d'une assiette par un taux.

Redevance = Assiette x Taux de la zone concernée

Usages non domestiques

En application de l'article L.213-10-5 du code de l'environnement, le taux de la redevance a été fixé par le CA de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie aux valeurs suivantes pour la période 2019-2024 :

Années	Rappel 2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Tarif plafond
Taux (€/m3)	0,266	0,210	0,210	0,210	0,210	0,210	0,210	0,300

Usages domestiques et assimilés

En application de l'article L.213-10-6 du code de l'environnement, le taux de la redevance a été fixé par le CA de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie aux valeurs suivantes pour la période 2019-2024 :

Années	Rappel 2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Tarif plafond
Taux (€/m3)	0,266	0,210	0,210	0,210	0,210	0,210	0,210	0,300

La redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique

En application de l'article L.213-10-3 du code de l'environnement, toute personne abonnée au service d'eau potable, utilisant l'eau à des fins domestiques ou tout établissement industriel qui n'est pas redevable direct auprès de l'agence est assujéti à la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique. La redevance est assise sur le volume d'eau facturé à l'abonné.

L'exploitant du service d'eau potable facture également la redevance aux abonnés puis la reverse à l'agence de l'eau.

En application de l'article L.213-10-3 du code de l'environnement, le taux de la redevance a été fixé pour l'ensemble de la circonscription administrative de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie aux valeurs suivantes pour la période 2019-2024 :

Années	Rappel 2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Tarif plafond
Taux (€/m3)	0,388	0,350	0,350	0,350	0,350	0,350	0,350	0,500

La redevance pour prélèvement sur la ressource en eau

Tout prélèvement effectué directement dans le milieu naturel contribue à faire baisser le débit des cours d'eau et le niveau des nappes souterraines au détriment des usages de l'eau situés en aval et perturbent la vie aquatique.

Les personnes dont l'activité fait appel à un prélèvement sur la ressource naturelle sont assujetties à une redevance dont l'assiette est constituée des volumes d'eau prélevés dans l'année, mesurés par un dispositif de comptage agréé et plombé par l'Agence de l'Eau.

Le tarif de la redevance est fixé dans la limite des plafonds fixés par l'article L.213-10-9 du code de l'environnement en fonction des différents usages auxquels donnent lieu les prélèvements et par unité géographique cohérente.

- Prélèvement en eaux souterraines :

Ressources de catégorie 1 : l'ensemble des communes relevant de la zone à enjeu eau potable constitue la zone à taux majoré ; le reste du bassin étant en zone de base.

USAGES	RESSOURCES	TARIFS (c€/m3)							Tarif plafond (c€/m3)
		Rappel 2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	
Alimentation en eau potable	Catégorie 1 Zone à taux majoré	6,442	5,798	5,798	5,798	5,798	5,798	5,798	7,200

COMMENTAIRES

La volonté du Conseil d'administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie de contribuer à la réduction des prélèvements obligatoires se traduit par une diminution des taux des redevances. Celle aura nécessairement une incidence sur le prix de l'eau facturé aux usagers et notamment aux hazebrouckois.

Le tableau ci-après a pour objet de mesurer l'impact de cette évolution des taux des redevances, toute chose étant égale par ailleurs. La variation de la redevance correspond, pour mémoire, à l'évolution des taux entre 2018 et 2019. Les taux 2019 et 2020 étant similaires, les montants des redevances à l'Agence de l'Eau n'évolueront pas pour une consommation identique.

IMPACT DE L'EVOLUTION A LA BAISSSE DU TAUX DES REDEVANCES DE L'AGENCE DE L'EAU							
Simulation pour 1 m3	Quantité en m3	Taux 2018	Mt HT	Mt TTC	Taux 2019	Mt HT	Mt TTC
Préservation des ressources en eau T.V.A. 5,5%	1	0,06442 €	0,0644 €	0,0680 €	0,05798 €	0,0580 €	0,0612 €
Redevance Pollution T.V.A. 5,5%	1	0,38800 €	0,3880 €	0,4093 €	0,35000 €	0,3500 €	0,3693 €
Redevance Modernisation Réseaux T.V.A. 10,0%	1	0,26600 €	0,2660 €	0,2926 €	0,21000 €	0,2100 €	0,2310 €
			0,7184 €	0,7699 €		0,6180 €	0,6614 €
						-0,10 €	-0,11 €
Simulation pour 120 m3	Quantité en m3	Taux 2018	Mt HT	Mt TTC	Taux 2019	Mt HT	Mt TTC
Préservation des ressources en eau T.V.A. 5,5%	120	0,06442 €	7,7304 €	8,1556 €	0,05798 €	6,9576 €	7,3403 €
Redevance Pollution T.V.A. 5,5%	120	0,38800 €	46,5600 €	49,1208 €	0,35000 €	42,0000 €	44,3100 €
Redevance Modernisation Réseaux T.V.A. 10,0%	120	0,26600 €	31,9200 €	35,1120 €	0,21000 €	25,2000 €	27,2200 €
			86,2104 €	92,3884 €		74,1576 €	79,3703 €
						-12,05 €	-13,02 €

DEBAT D'ORIENTATION 2020

SERVICE D'ASSAINISSEMENT

	2015	2016	2017	2018	2019*
Dépenses réelles de fonctionnement	1 512 846,83 €	1 482 593,52 €	1 572 845,67 €	1 301 829,23 €	1 283 815,32 €
Charges financières	248 208,66 €	227 569,96 €	205 605,80 €	185 689,99 €	166 186,92 €
Dépenses réelles de fonctionnement (hors frais financiers)	1 264 638,17 €	1 255 023,56 €	1 367 239,87 €	1 116 139,24 €	1 117 628,40 €
Recettes réelles de fonctionnement	2 475 847,19 €	2 333 440,46 €	2 431 935,92 €	2 331 717,10 €	2 433 630,18 €
Cessions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Recettes réelles de fonctionnement (hors cessions)	2 475 847,19 €	2 333 440,46 €	2 431 935,92 €	2 331 717,10 €	2 433 630,18 €
Remboursement des emprunts	599 499,74 €	616 749,69 €	634 556,82 €	615 671,62 €	576 999,09 €
Epargne de gestion	1 211 209,02 €	1 078 416,90 €	1 064 696,05 €	1 215 577,86 €	1 316 001,78 €
Taux d'épargne de gestion	48,92%	46,22%	43,78%	52,13%	54,08%
Capacité d'autofinancement brute	963 000,36 €	850 846,94 €	859 090,25 €	1 029 887,87 €	1 149 814,86 €
Taux d'épargne brute	38,90%	36,46%	35,33%	44,17%	47,25%
Capacité d'autofinancement nette	363 500,62 €	234 097,25 €	224 533,43 €	414 216,25 €	572 815,77 €
Taux d'épargne nette	14,68%	10,03%	9,23%	17,76%	23,54%
Dépenses d'investissement	1 350 743,58 €	123 898,60 €	356 876,45 €	353,55 €	
Epargne nette / Dépenses d'investissement	26,91%	188,94%	62,92%		
Encours de la dette au 31/12	6 979 358,39 €	6 374 112,95 €	5 739 556,03 €	5 123 884,41 €	4 546 815,32 €
Capacité de désendettement (en année)	7,25	7,49	6,68	4,98	

* Données provisoires dans l'attente du compte de gestion


REGIE MUNICIPALE DES EAUX

	2015	2016	2017	2018	2019*
Dépenses réelles de fonctionnement	1 900 724,69 €	1 587 118,74 €	1 613 077,82 €	1 669 170,25 €	1 586 900,76 €
Charges financières	84 071,96 €	77 299,05 €	66 894,58 €	66 894,58 €	54 774,28 €
Dépenses réelles de fonctionnement (hors frais financiers)	1 816 652,73 €	1 509 819,69 €	1 546 183,24 €	1 602 275,67 €	1 532 126,48 €
Recettes réelles de fonctionnement	2 215 253,49 €	2 302 692,40 €	2 299 508,30 €	2 299 508,30 €	2 260 169,72 €
Cessions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Recettes réelles de fonctionnement (hors cessions)	2 215 253,49 €	2 302 692,40 €	2 299 508,30 €	2 299 508,30 €	2 260 169,72 €
Remboursement des emprunts	193 824,46 €	212 211,63 €	194 375,68 €	181 503,47 €	128 193,90 €
Epargne de gestion	398 600,76 €	792 872,71 €	753 325,06 €	697 232,63 €	728 043,24 €
Taux d'épargne de gestion	17,99%	34,43%	32,76%	30,32%	32,21%
Capacité d'autofinancement brute	314 528,80 €	715 573,66 €	686 430,48 €	630 338,05 €	673 268,96 €
Taux d'épargne brute	14,20%	31,08%	29,85%	27,41%	29,79%
Capacité d'autofinancement nette	120 704,34 €	503 362,03 €	492 054,80 €	448 834,58 €	545 075,06 €
Taux d'épargne nette	5,45%	21,86%	21,40%	19,52%	24,12%
Dépenses d'investissement	853 649,44 €	201 268,51 €	279 992,26 €	126 387,00 €	261 400,00 €
Epargne nette / Dépenses d'investissement	14,14%	250,09%	175,74%	355,13%	241,59%
Encours de la dette au 31/12	2 269 983,65 €	2 057 772,02 €	1 863 396,34 €	1 681 892,87 €	1 553 600,00 €
Capacité de désendettement (en année)	7,22	2,88	2,71	2,67	2,30

* Données provisoires dans l'attente du compte de gestion

RESSOURCES HUMAINES

STRUCTURE ET EVOLUTION DES DEPENSES ET DES EFFECTIFS BUDGET DE LA REGIE DES EAUX

Envoyé en préfecture le 20/02/2020
Reçu en préfecture le 20/02/2020
Affiché le 
ID : 059-215902958-20200213-DELIB10CM13220-DE

L'EVOLUTION DES EFFECTIFS

Au 31 décembre 2019, la Régie des Eaux employait directement 11 agents tous statuts confondus (hors mises à disposition). Il s'agit de 11 agents fonctionnaires occupant un emploi permanent et représentant 10,8 équivalents temps plein.

- Répartition des effectifs permanents au 31 décembre selon le temps de travail et la catégorie hiérarchique

	2011				2012				2013				2014				2015			
Catégories	A	B	C	T	A	B	C	T	A	B	C	T	A	B	C	T	A	B	C	T
Temps plein	0	1	9	10	0	1	9	10	0	1	9	10	1	1	9	11	1	1	10	12
Temps partiel	0	0	1	1	0	0	1	1	0	0	1	1	0	0	1	1	0	0	1	1
Temps non complet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nombre total des ETP	0	1	9.80	10.8	0	1	9.8	10.8	0	1	9.8	10.8	1	1	9.8	11.8	1	1	10.8	12.8
Nombre total des agents	0	1	10	11	0	1	10	11	0	1	10	11	1	1	10	12	1	1	11	13

	2016				2017				2018				2019			
Catégories	A	B	C	T	A	B	C	T	A	B	C	T	A	B	C	T
Temps plein	1	1	10	12	1	1	10	12	0	1	9	10	0	1	9	10
Temps partiel	0	0	1	1	0	0	1	1	0	0	1	1	0	0	1	1
Temps non complet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nombre total des ETP	1	1	10.8	12.8	1	1	10.8	12.8	0	1	9.8	10.8	0	1	9.8	10.8
Nombre total des agents	1	1	11	13	1	1	11	13	0	1	10	11	0	1	10	11

- La répartition des effectifs permanents au 31 décembre par filière d'emplois

Filières d'emplois	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Administrative	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Technique	9	9	9	10	11	11	11	9	9
Culturelle	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sportive	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Médico-sociale	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sociale	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Police municipale	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Incendie et secours	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Animation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	11	11	11	12	13	13	13	11	11

Entre 2011 et 2013, l'effectif total des emplois permanents a progressé de 11 à 13 agents. Ensuite, à partir de 2015, les effectifs se sont stabilisés à 13 agents. En 2018 les effectifs ont diminué de 2 agents suite à un décès et à une mutation en la personne du Directeur du Service. Les effectifs n'ont pas évolué en 2019.

La filière technique représente 81,82% des effectifs permanents tandis que la filière administrative 18,18% des effectifs permanents en 2019.

• **Evolution des flux d'entrée et de sortie des effectifs permanents de la collectivité**

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Flux de sortie									
Départ à la retraite	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mutation	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Disponibilité, congé parental	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Départ en détachement	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fin de détachement	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Démission	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fin de contrat	0	0	0	1	1	0	0	0	0
Décès	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Licenciement	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres cas[1]	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total sorties	0	0	0	1	1	0	0	2	0
Flux d'entrée									
Concours	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recrutement direct[2]	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Recrutement de contractuels	0	0	0	1	1	0	0	0	0
Mutation	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Réintégration[3]	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Détachement	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres cas[4]	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total entrées	0	0	0	2	2	0	0	0	0
Solde entrées – sorties = évolution des effectifs au 31 décembre	0	0	0	1	1	0	0	-2	0

[1] Décharge de service pour exercice de mandats syndicaux, congé formation, départ en congé de fin d'activité, etc.

[2] Les recrutements directs sans concours permettent l'accès aux premiers grades des corps de la catégorie C (adjoint administratif, adjoint technique, adjoint d'animation, etc.).

[3] Réintégration après mise en disponibilité ou détachement.

[4] Réintégration après décharge de service pour exercice de mandats syndicaux, congé formation, départ en congé de fin d'activité, etc.

- **Recensement pluriannuel des départs en retraite potentiels**

La Direction des Ressources Humaines a engagé depuis 2016, le recensement des agents susceptibles, selon leur âge de partir à la retraite sans toutefois disposer de leur nombre de trimestres cotisés, ni connaître leurs souhaits : admission à la retraite ou poursuite de leur activité professionnelle.

En effet, les agents ont la possibilité de poursuivre leur activité professionnelle durant 5 ans, voire sous certaines conditions, jusqu'à 7 ans au-delà de l'âge légal de départ à la retraite.

Aucun départ en retraite potentiel (agent âgé de 60 ans et plus) n'est envisagé avant 2021.

- **Plan prévisionnel de recrutement et de mise à disposition pour l'année 2020**

Sur les 11 agents dits « permanents » recensés au 31 décembre 2018, l'un d'entre eux est mis à disposition de la Ville dans le cadre d'un reclassement pour inaptitude.

Considérant le départ du Directeur de la Régie Municipale des Eaux et afin de compenser numériquement celui-ci, il est proposé de procéder au recrutement d'un technicien dont la mission serait d'assister l'agent en charge de la gestion du service, l'orientation vers une promotion interne pouvant être privilégiée pour occuper les fonctions de responsable du service. Ce technicien affecté à la régie des eaux serait mis à disposition du service de l'assainissement pour 30%.

Par ailleurs, il importe de faire un point concernant les mises à disposition de personnel :

- de la régie municipale des eaux vers le service d'assainissement ;
- de la régie municipale des eaux vers la Ville ;
- de la Ville vers la régie municipale des eaux ;
- de la Ville vers le service d'assainissement.

permettant ainsi de valoriser précisément les flux financiers entre les différents budgets.

Suite au départ du technicien en charge du système d'information géographique (SIG) qui a fait valoir ses droits à la retraite, il pourrait être procédé à son remplacement avec une affectation à la régie municipale des eaux. En effet, si jusqu'à présent, les travaux élaborés dans le cadre du SIG ont plus particulièrement concerné les compétences relevant du budget principal de la Ville (voirie, panneaux publicitaires, passage piétons...), il peut s'avérer intéressant d'orienter les travaux du SIG vers les compétences relevant de l'eau potable et de l'assainissement.

En outre, la mission de conseil pour la gestion du temps de pluie et les incidences sur le système d'assainissement de la Ville d'Hazebrouck prévoit notamment la construction d'une modélisation du fonctionnement de l'ensemble du système d'assainissement, en reprenant la structure de base : réseaux unitaires, réseaux principaux et secondaires. L'exploitation de ce modèle fonctionnel pourrait être confiée à cet agent. Ainsi, compris dans les effectifs de la régie municipale des eaux, il serait mis à disposition du service de l'assainissement à hauteur de 40% de son temps de travail et de la Ville pour 20%.

Au nombre des agents faisant partie du personnel de la Ville assurant des tâches au bénéfice de la régie municipale des eaux et du service de l'assainissement et qui, jusqu'à présent, ne font l'objet d'aucun recouvrement auprès de ces budgets annexes figurent :

- | | |
|---|-----|
| • un agent de la direction des marchés publics | 5% |
| • un agent d'exécution au service des marchés publics | 10% |
| • un agent de l'atelier mécanique | 20% |
| • un technicien du bureau d'étude | 15% |

La Ville met également à la disposition de la régie des eaux un agent technique qui dispose de la qualification (CASES) nécessaire à la conduite et à la manipulation des engins de chantier.

Enfin, les agents techniques de la régie municipale des eaux sont mis à disposition du service de l'assainissement à hauteur de 30% et les agents administratifs, quant à eux, le sont à 34%.

C'est sur cette base qu'il sera proposé d'établir le coût de la masse salariale des services de la régie des eaux et du service de l'assainissement pour l'année 2020 et les exercices suivants.

LA LUTTE CONTRE L'ABSENTEISME ET LES ACTIONS EN FAVEUR DU BIEN ETRE AU TRAVAIL

1. Bilan des actions réalisées en faveur du bien-être au travail sur l'année 2019

Dans le cadre du programme pluriannuel de prévention et de lutte contre l'absentéisme, le Pôle des Ressources Humaines de la Ville d'Hazebrouck actionne quotidiennement un certain nombre de dispositifs en faveur de la qualité de vie au travail.

Pour ce faire, sur l'année 2019, de nouveaux dispositifs ont vu le jour et ont été mis en place en sus des dispositifs existants depuis 2017 (les données statistiques globales comprennent à la fois les agents de la ville et ceux de la régie municipale des eaux).

Ils sont les suivants :

Un **règlement intérieur de sécurité au travail** a été rédigé et distribué à l'ensemble du personnel au cours de l'année 2019. Ce dispositif permet de développer la culture de prévention à la ville d'Hazebrouck et de sensibiliser le personnel à la sécurité au travail.

Le **Télétravail**, expérimenté en 2018, a été reconduit et pérennisé en 2019. A ce jour, près de 40 agents de la collectivité bénéficient de ce dispositif à raison d'1 jour par semaine. Le télétravail présente plusieurs avantages :

- l'autonomie : le télétravailleur gagne en autonomie et en indépendance puisqu'il a la possibilité d'organiser lui-même sa journée de travail ;
- un gain de temps : les transports pour se rendre au travail représentent une perte de temps pour beaucoup d'agents. Le télétravail offre aux agents la possibilité d'économiser ces heures et de les mettre à profit autrement ;
- une hausse de la qualité de vie : le stress lié aux réunions, aux interruptions, au bruit et autres disparaît avec le télétravail. Plus serein, le télétravailleur peut organiser plus facilement son temps de travail dans un endroit calme. Le stress lié au transport pour se rendre au travail disparaît également ;
- une meilleure conciliation entre la vie professionnelle et la vie de familiale.

Une **cellule d'écoute et d'accompagnement proposé** par le Pôle des Ressources Humaines a été reconduite au cours de l'année 2019. Sur cette année, 72 agents ont été reçus en entretien d'écoute confidentiel et ont pu être accompagné au regard de leur situation professionnelle individuelle. Par ailleurs, 13 agents ont été reçus en entretien d'aide au retour à l'emploi.

En 2019, la collectivité a renforcé sa **collaboration avec Monsieur Serge LABESSE**, en sa qualité d'agent chargé des fonctions d'inspection du Centre de Gestion de la fonction publique du Nord dans le cadre de l'amélioration des conditions de travail du personnel confronté à des risques professionnels importants ;

Au cours de l'année 2019, l'équipe de prévention s'est étoffée en **intégrant trois assistants de prévention supplémentaires**. Cette équipe, composée de 9 assistants de prévention, œuvre dans la démarche d'évaluation des risques professionnels et concourt au développement de la culture de prévention à la Ville d'Hazebrouck. Ils participent à la sensibilisation, l'information et la formation des personnels en matière de sécurité et de santé au travail de leurs collègues.

En 2019, la collectivité a renforcé sa **collaboration avec les Papillons Blancs d'Hazebrouck et le Cap Emploi de Dunkerque** dans le cadre du maintien dans l'emploi des agents reconnus en qualité de travailleurs handicapés. En lien avec le Pôle des Ressources Humaines, 11 agents en situation de handicap ont pu bénéficier d'un aménagement de poste. Cet accompagnement permet d'orienter les agents vers les aides et les dispositifs qu'ils peuvent prétendre dans le cadre de la compensation de leur handicap. Cet accompagnement est assuré par le Pôle des Ressources Humaines en lien avec un interlocuteur privilégié extérieur en vue d'offrir un service de proximité et individualisé aux agents.

Pour la 3^{ème} année consécutive, le **Protocole Canicule**, initié en 2017, a été reconduit et valorisé en 2019. Les services concernés qui en bénéficient se déclarent satisfaits de ce dispositif qui leur permet notamment d'aménager leur poste de travail durant les jours de canicule et ainsi travailler dans les meilleures conditions de travail possibles.

Un nouveau dispositif a vu le jour au cours de l'année 2019, il s'agit **des séances de bien-être déstress** proposées à l'ensemble du personnel par une Cadre de Santé du Pôle des Ressources Humaines. Désormais, les agents ont la possibilité de bénéficier gratuitement de séances de bien-être déstress axées sur des méthodes respiratoires. Pour les intéressé(e)s, n'hésitez pas à vous rapprocher du pôle des ressources humaines pour vous inscrire.

Un nouveau dispositif axé autour des valeurs du sport a également vu le jour au cours de l'année 2019, **celui des pauses-méridiennes sportives**. En effet, tous les mardis midi sans exception le personnel a la possibilité de s'initier à la pratique du Badminton. Ces pauses méridiennes sportives rencontrent un succès puisque 10 agents issus de services différents se réunissent chaque mardi autour de cette pratique sportive. Au-delà des bienfaits individuels, se réunir ensemble autour des valeurs du sport permet de développer l'entraide, la cohésion et l'esprit d'équipe.

Un autre dispositif axé autour de la cohésion et de l'éducation a également vu le jour en 2019 : **celui des « Jeudi-Jeux »**. En effet, chaque dernier jeudi du mois durant la pause méridienne à l'hôtel de ville les agents ont la possibilité de se divertir autour de jeux. Ce dispositif permet de renforcer la cohésion de groupe, de développer l'esprit d'équipe et de percevoir les qualités des autres. Ils permettent aussi d'apprendre à se connaître les uns et autres, de découvrir comment les autres pensent, travaillent, résolvent les problèmes.

En termes d'avancée sociale, les agents pourront prochainement bénéficier des **chèques déjeuner et d'une participation de l'employeur à la Mutuelle et au Maintien de salaire**. Ces trois projets ont été travaillés en lien avec les partenaires sociaux en fin d'année 2019 et seront concrétisés en 2020.

Actualisation obligatoire du document unique : La conseillère en prévention coordonne une équipe de 9 assistants de prévention qui procèdent à l'actualisation régulière du document unique d'évaluation des risques professionnels de la collectivité en vue de supprimer les risques présents et de limiter la survenance d'autres risques professionnels. Le Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels a été livré en novembre 2017 par le Centre de Gestion et présenté aux membres du Comité d'Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail. Il est mis à jour régulièrement.

Actions ponctuelles et autres dispositifs : de manière ponctuelle, des actions sont proposées aux agents. Elles sont les suivantes :

- Interventions terrain par les assistants de prévention pour la sensibilisation au port obligatoire des EPI ;

- Interventions terrain par les assistants de prévention dans le cadre de la campagne « En novembre on arrête ensemble » pour lutter contre l'addiction au tabacisme ;
- Campagne de vaccination antigrippe : Pour maîtriser l'absentéisme au sein de son personnel et de le préserver des épidémies ponctuelles (grippe notamment), la Collectivité d'Hazebrouck propose à l'ensemble de son personnel la possibilité de se faire vacciner gratuitement par le biais d'une campagne de vaccination qui a lieu chaque année en novembre en partenariat avec l'institut Pasteur de Lille. En 2019, plus de 40 agents ont fait le choix de se faire vacciner par ce biais.

2. Les actions de formation

Inscription au plan de formation d'actions de professionnalisation et d'actions à destination des agents en position d'encadrement notamment des actions de formation sur le thème du management, de la cohésion d'équipe, de la gestion des conflits.

3. Actions de prévention à destination du personnel communal

- Information sur la gestion et l'utilisation des produits d'entretien ;
- Poursuite des dotations des équipements de protection individuels ;
- Adaptation des accessoires d'entretien (chariots de ménage ergonomiques) ;
- Renouvellement qualitatif des vêtements de travail.

4. Le contrôle des arrêts

Le Pôle des Ressources Humaines a, de manière ponctuelle, recours au Médecin Agréé Fonction Publique dans le cadre de la fixation de contre-visites médicales pour certains arrêts de travail pouvant porter interrogation. Il s'agit d'observer si certains arrêts de travail sont médicalement justifiés.

5. L'action sociale

Mise en place, début 2020, de plusieurs actions sociales en faveur des agents de la collectivité qui permettent la fidélisation des agents et une motivation, notamment financière, accrue :

- Participation de l'employeur aux chèques déjeuner à hauteur de 10 unités mensuelles d'une valeur unitaire de 6 € (participation employeur : 50%), sur 12 mois. Cette participation est un avantage financier qui permet l'accès facilité à une alimentation équilibrée et possibilité d'une vraie pause déjeuner pendant la journée de travail
- Participation de l'employeur à la mutuelle : participation à hauteur de 25€ mensuels pour les agents disposants d'une mutuelle labellisée. Cet avantage financier permettra l'accès à une meilleure couverture santé au profit des agents et donc une qualité de vie accrue.
- Participation de l'employeur à la garantie maintien de salaire : pour les garanties maintien de salaire labellisée, participation de l'employeur à hauteur de 7 € mensuel
- Mise en place d'une prime d'assiduité : cette prime, venant s'ajouter aux primes existantes, sera versée aux agents qui n'ont eu aucun jour d'absentéisme sur l'année. Cette mesure qui vise à un meilleur présentéisme permettra aux agents concernés de bénéficier d'environ 230 € brut (montant variable donné à titre indicatif), versés en février de l'année N+1.

6. Démarche d'évaluation des RPS

Envoyé en préfecture le 20/02/2020

Reçu en préfecture le 20/02/2020

Affiché le

SLO

ID : 059-215902958-20200213-DELIB10CM13220-DE

La collectivité a entamé une démarche interne d'évaluation des risques psychosociaux. Le but de la démarche est d'établir un diagnostic "qualité au travail" de l'organisation complète en vue de mettre en place des actions améliorant les conditions de travail des agents. Ainsi, l'ensemble des agents sera concerté au moyen d'un questionnaire en 2020.

Comparatif de l'absentéisme 2019/2018

Type d'absence	Année 2016	Année 2017	Année 2018	Année 2019	Evolution
011. Maladie ordinaire	195,5	223	278	37	-86.69%
MAL1 Maladie plein traitement	179,5	144	204	37	-81.86%
MAL2 Maladie demi traitement	16	79	74	0	-100.00%
031. Accident du travail	33	0	45	10	-77.78%
AT1 Accident du travail plein trait.	33	0	45	10	-77.78%
Total Général	228,5	223	323	47	-85.45%

Concernant la régie des eaux, le taux d'absentéisme a fortement baissé **-85,45 %** du à la sortie d'un agent régulièrement en maladie. 2019 fut une année avec 2 accidents de travail.

LES FACTEURS D'EVOLUTION DES CHARGES DE PERSONNEL POUR 2020

En termes de perspective pour l'année 2020, il convient d'appréhender l'évolution des dépenses de personnel et des effectifs sous deux prismes distincts.

- Les éléments contextuels

Issus des PLF successifs et des diverses annonces gouvernementales, les principaux facteurs externes liés aux dépenses de personnel devraient, au cours du prochain exercice budgétaire, évoluer comme suit :

- le point d'indice de la fonction publique sera « gelé » en 2020, après une hausse de 1,2% décidée par le précédent gouvernement (0,6% en juillet 2016 et 0,6% en février 2017) ;
- l'application des mesures statutaires indiciaires et indemnitaires prévues par l'accord « Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations (P.P.C.R) pour l'année 2018 a été reportée à 2019 et 2020 ;
- Le rétablissement du jour de carence dans la fonction publique est effectif depuis le 1^{er} janvier 2018.

- Les perspectives et spécificités propres à la Régie des Eaux

1. Les perspectives internes liées aux agents titulaires

Les principales perspectives liées à l'évolution des rémunérations des agents titulaires sont les suivantes :

- enveloppe prévisionnelle relative aux avancements d'échelon : 700,00 € (coût chargé) ;
- enveloppe prévisionnelle relative au régime indemnitaire : 42 175,00 ;

2. Autres perspectives internes

Envoyé en préfecture le 20/02/2020

Reçu en préfecture le 20/02/2020

Affiché le

SLO

ID : 059-215902958-20200213-DELIB10CM13220-DE

L'inventaire des éléments de rémunération et avantages en vigueur dans la collectivité fait apparaître des disparités de Régime Indemnitaire entre filières, essentiellement pour les agents de la catégorie C.

Considérant l'importance de ce montant, il avait été décidé d'harmoniser les montants du Régime Indemnitaire sur 2 ans à savoir 2017 et 2018.

A ce jour, tous les agents ont bénéficié de l'harmonisation.

LES ELEMENTS DE PROSPECTIVE EN MATIERE DE CHARGES DE PERSONNEL

Considérant la part que représentent les charges de personnel et assimilées au sein des dépenses réelles de fonctionnement, la collectivité poursuivra les actions contribuant à la maîtrise des dépenses sachant que la rigidité du statut de la fonction publique ne laisse pas place à une grande latitude et que, parmi les possibilités qui s'offrent aux élus, les mesures qui sont décidées aujourd'hui n'auront un impact qu'à moyen voire à long terme.

A défaut d'un plan d'action parfaitement identifié, Il pourrait être opportun de citer quelques outils quantitatifs et qualitatifs intéressants.

Outils quantitatifs

Il s'agit d'outils de contrôle de gestion garantissant un bon suivi :

1. le suivi des dépenses (par nature et chapitre, par agent et rubrique, et par catégorie de rémunération) ;
2. la prévision budgétaire (les dépenses structurelles et les dépenses conjoncturelles) ;
3. la GPEC (Gestion Prévisionnelles des Emplois et des Compétences) qui permet de concevoir, mettre en œuvre et suivre la politique des ressources humaines, donc salariale, en se projetant sur les besoins en effectifs, en compétences, en emplois et l'impact sur les carrières donc la masse salariale sachant que le nombre de départs en retraite va s'intensifier dans les prochaines années.

Ces différents outils devraient contribuer à l'élaboration de l'analyse prospective de la masse salariale à 3 ans.

Outils qualitatifs

1. L'analyse du fonctionnement des services : les services procèdent à l'analyse des besoins en ressources humaines en fonction du service rendu et en évaluent l'efficacité et/ou l'efficience. Certains services sont contraints par des règles comme le taux d'encadrement dans les crèches ou les centres de loisirs, d'autres sont à la libre appréciation des Chefs de service ou la volonté d'une politique publique marquée.
⇒ L'exercice consiste à identifier pour garantir la qualité du service public, les emplois, les compétences, le nombre d'agent et les cadres d'emplois nécessaires. C'est l'arbitrage de l'exécutif et de l'administration sur la notion de qualité qui actionnent à la hausse ou à la baisse le niveau attendu sur ces quatre champs. Les choix auront une incidence sur l'année N, mais aussi de fortes répercussions sur les années à venir.
2. la notion de performance des politiques publiques : Cette notion est désormais incontournable.

⇒ Des rapports d'activités doivent émerger dans les services et les directions dans lesquels une rubrique ressources doit y figurer afin d'analyser les ratios, qui détermineront les choix stratégiques, notamment en termes de recrutement et d'investissement.

DONNEES PREVISIONNELLES 2020

<u>Dépenses</u>		<u>Recettes</u>	
<u>Régie des Eaux</u>			
- Agents permanents	540 250 €	- Agents MAD du service assainissement	158 490 €
- Agents MAD par la Ville	61 020 €	- Agents MAD de la Ville	39 000 €
<i>Total régie des eaux</i>	<i>601 270 €</i>		<i>197 490 €</i>
<u>Service Assainissement</u>			
- Agents MAD par la régie des eaux	158 490 €		
- Agents MAD par la Ville	13 130 €		
<i>Total service assainissement</i>	<i>171 620 €</i>		
<u>Ville</u>			
- Agents MAD par la régie des eaux	39 000 €	- Agents MAD de la régie des eaux	61 020 €
		- Agents MAD du service assainissement	13 130 €
<i>Total Ville</i>	<i>39 000 €</i>		<i>74 150 €</i>

DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2020

LES INVESTISSEMENTS

S'agissant des budgets de la régie des eaux et du service de l'assainissement, les excédents dégagés vont permettre de financer, en partie, les importants travaux d'investissement qui devront intervenir dans les prochaines années et indispensables au maintien de la qualité du service auprès des usagers.

Ainsi, au niveau de la régie des eaux, des travaux nécessaires ont été identifiés à planifier sur les cinq ans à venir.

Concernant le service d'assainissement, une étude hydraulique vient de s'achever en 2019. Cette étude avait notamment pour objectif de renseigner la collectivité sur l'état actuel du réseau, de permettre ainsi de déterminer les travaux qu'il y aura lieu d'opérer sur celui-ci et de bâtir un plan pluriannuel d'investissement.

En conséquence, les excédents constatés au niveau de ces deux budgets devraient fortement se réduire au fil des années.

SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT

Ainsi, la commune d'Hazebrouck a décidé de lancer une étude dont le but est de comprendre l'origine des dysfonctionnements du système d'assainissement sur le territoire de la commune d'Hazebrouck et de proposer les travaux qui en découleront.

Dans cet objectif, l'étude doit permettre d'élaborer une démarche globale de gestion du temps sec / temps de pluie sur la commune d'Hazebrouck, afin de mettre un terme aux désordres constatés sur le réseau d'assainissement et de proposer et programmer les travaux nécessaires.

Sont rappelés ci-après les éléments figurant dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Dans le cadre de cette étude, plusieurs scénarii seront proposés. Ceux-ci permettront d'adapter les structures du réseau d'assainissement afin qu'il fonctionne correctement par temps sec et par temps de pluie.

Les travaux proposés pour l'amélioration du réseau seront chiffrés. Les techniques possibles pour la réhabilitation des réseaux seront décrites (mode de réalisation, contraintes, nuisances possibles...). Lorsque pour un même tronçon de réseau, plusieurs techniques sont envisageables, le titulaire du marché chiffrera les deux techniques.

Pour chaque solution, le surcoût (ou l'économie) de l'exploitation sera estimée.

Les travaux à réaliser seront classés selon plusieurs critères : bénéfices pour l'environnement, urgence des travaux, coût, impact sur le fonctionnement de l'unité de traitement,...

Le titulaire du marché proposera une grille pour la hiérarchisation des travaux à réaliser, cette grille est soumise à validation du maître d'ouvrage.

Un programme hiérarchisé des travaux sera réalisé en fonction des contraintes réglementaires et des capacités financières de la Ville d'Hazebrouck.

Le programme pluriannuel de travaux comprendra notamment :

- L'intitulé des travaux à réaliser sur une période donnée ;
- Le coût de ces travaux sur cette même période ;
- Le mode de financement des travaux par la collectivité (emprunt, autofinancement... et mode de répercussion sur la facture d'eau) ;
- L'impact sur la facture d'assainissement en distinguant l'investissement et le fonctionnement au fur et à mesure de la réalisation des travaux.

L'étude diagnostique réalisée sur le système d'assainissement de la ville d'Hazebrouck a donné lieu à la définition de deux scénarios de restructuration des réseaux :

- Scénario 1 : Conservation des flux hydrauliques actuels
- Scénario 2 : Diminution des apports parasites et de la surface active

Le scénario 2 privilégié est basé sur la diminution des surfaces actives raccordées au système d'assainissement unitaire. Parmi les actions proposées pour atteindre cet objectif, une partie des réseaux d'Hazebrouck Nord serait à transformer en pseudo-séparatifs.

Cette mise en place du pseudo-séparatif consiste à :

- Poser un nouveau réseau d'eaux usées pour collecter les branchements unitaires des particuliers. Par conséquent, des déversoirs d'orage seront à créer sur ces réseaux afin de délester une partie des eaux pluviales vers le réseau d'eaux pluviales ; de ce fait, certains déversoirs d'orage seront susceptibles de relever de l'auto-surveillance réglementaire ;
- Conserver les réseaux existants comme exutoire des eaux pluviales du domaine public : toutefois, certaines de ces branches seront susceptibles d'être redimensionnées pour assurer le transit de la pluie vicennale.

Les réseaux pseudo-séparatif ont été dimensionné pour assurer :

- Le transit de la pluie mensuelle sans déversement ;
- L'évacuation de la pluie vicennale.

Le scénario 2 prévoit également la déconnexion de la Holle Becque afin de réduire les apports vers la station d'épuration et de retrouver ainsi le caractère pluvial de la Becque. Cette action permettra également de créer un exutoire pour les réseaux pluviaux pseudo séparatifs à mettre en place sur le Nord de Hazebrouck et de conserver un exutoire pour la nappe. Des déversoirs d'orage sont à créer sur les différentes branches unitaires actuellement raccordées à la Holle Becque. Ces déversoirs d'orage ont été dimensionnés pour permettre le transit de la pluie mensuelle. Les débits conservés seront à récupérer dans un nouveau collecteur.

D'autres aménagements sont également prévus dans le cadre du scénario 2 notamment une restructuration du secteur du Vieux Berquin, le redimensionnement de la station d'épuration...

Les travaux prévisionnels s'établissent dans le cadre du scénario 2 comme suit :

- Priorité 0 : Suppression des rejets de pollution
 - Suppression des rejets directs 365 000 € HT
 - Suppression des inversions de branchements 86 000 € HT

➤ Priorité 1 : Mise en conformité réglementaire au regard de l'arrêté du 21 juillet 2015	
○ Mise en conformité de la STEP	3 075 000 € HT
○ Mise en conformité du réseau d'assainissement	4 927 000 € HT
➤ Priorité 2 : Protection du milieu naturel	
○ Transit de la pluie mensuelle	3 119 700 € HT
➤ Priorité 3 : Gestion d'une pluie vicennale	
○ Gestion d'une pluie vicennale	9 680 000 € HT
➤ Hors priorité	
○ Mise à jour Auto-surveillance	250 000 € HT
TOTAL :	21 502 700 € HT

L'étude hydraulique du système d'assainissement qui a été réalisée par la société VERDI répond à une obligation qui résulte de la non-conformité du système d'assainissement de la Ville d'Hazebrouck au regard des dispositions de la directive européenne du 21 mai 1991 relative aux eaux résiduaires urbaines (DERU). Constat opéré à l'issue d'un contrôle et consigné dans un rapport du 25 avril 2019 fourni au service de la police de l'eau.

Obligation qui a été rappelée par un courrier de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) daté du 29 avril 2019. En vertu d'un constat de manquement administratif relevé sur le système d'assainissement, la DDTM enjoint la collectivité de régulariser officiellement la situation sous peine d'exposer celle-ci à plusieurs sanctions parmi lesquelles figurent la consignation du montant des travaux, la suspension du fonctionnement des installations, la réalisation de travaux d'office, l'amende, l'astreinte journalière.

En termes de calendrier, le rendu des conclusions et des préconisations de l'étude a été réalisé le 11 juin dernier et la présentation à la DDTM a eu lieu le 21 juin 2019 afin de recueillir les observations de l'instance départementale. Une restitution technique et financière détaillée a été opérée auprès des élus communaux le 26 septembre 2019 en Commission Générale.

Le 5 novembre 2019, une réunion a été organisée en présence des représentants de la DDTM (service de la police de l'eau), de l'Agence de l'Eau Artois Picardie, de la société SUEZ, d'élus et agents de la Ville d'Hazebrouck. Celle-ci avait pour objet de déterminer un programme d'actions finalisé permettant à la collectivité de mettre en conformité son système d'assainissement¹.

Au cours de cette réunion, il a été souligné que la priorité était de se concentrer sur la première phase qui consiste à entreprendre les démarches et actions nécessaires afin de respecter les critères réglementaires, à savoir :

¹ La note technique de Septembre 2015 relative à l'arrêté du 21 juillet 2015 indique qu'un réseau de collecte est conforme si, au moins, l'une des conditions suivante est vérifiée :

- Critère 1 : Les rejets par temps de pluie représentant moins de 5% des volumes d'eaux usées produits par l'agglomération d'assainissement durant l'année ;
- Critère 2 : Le nombre annuel des jours de déversement est inférieur à 20 au niveau de chaque déversoir d'orages soumis à auto-surveillance réglementaire (A1) ;
- Critère 3 : Les rejets par temps de pluie représentant moins de 5% des flux de pollution produits par l'agglomération d'assainissement durant l'année.

- de réaliser des enquêtes de branchements afin de supprimer les rejets directs consécutifs à des inversions de branchements dans les secteurs où le réseau d'assainissement est en séparatif ;
- de procéder à la déconnexion de la Hollebecque ;
- de mettre en « pseudo-séparatif » les réseaux, ce qui consiste à conserver le réseau unitaire pour le réserver au transport des eaux pluviales et créer un réseau parallèle pour ce qui concerne l'assainissement collectif.

Il a également été rappelé que la concertation entreprise avait pour objectif la délivrance d'un arrêté préfectoral de mise en demeure négocié. Dans ce cadre, il est convenu de proposer une phase 1 estimée à près de 5 millions d'euros HT correspondant aux opérations énumérées dans le tableau ci-après.

Dans le cadre de ces travaux, la ville d'Hazebrouck est susceptible de bénéficier de la part de l'Agence de l'Eau de subventions qui peuvent atteindre 40% du montant HT de la dépense éligible ainsi que des avances remboursables (assimilables à des prêts à taux zéro) accordées sur une durée de 20 ans et qui représentent 25% du montant des travaux.

ASSAINISSEMENT		Coût	Avance	Subvention	Coût résiduel à charge	
Suppression de rejets directs consécutifs à des inversions de branchements dans les secteurs assainis en séparatif ; réalisation de 347 enquêtes de branchements	Secteur 4 - Rue Mango (partie) Secteur 4 - Rue Notre Dame, Rue du 11 nov 1918 (partie), Rue de la Libération, rue du 11 mars 1962 Secteur 5 - Rue de Vieux	86 000 €		43 000 €	43 000 €	2021
Déconnexion de la Holle Becque de la station d'épuration	Avenue de Saint-Omer, Rue Louis Warein, Rue du Moulin, Rue d'Hondeghem, Rue de la Clef, Rue de la Bourse, Place du Général de Gaulle, Rue du Rivage Boulevard de l'Abbé Lemire Rue de la Clef Rue André Biebuyck Rue de Rubecque Le long de la Holle Becque	980 000 € 50 000 € 60 000 € 80 000 € 85 000 € 20 000 €	245 000 € 12 500 € 15 000 € 20 000 € 21 250 € 5 000 €	392 000 € 20 000 € 24 000 € 32 000 € 34 000 € 8 000 €	343 000 € 17 500 € 21 000 € 28 000 € 29 750 € 7 000 €	2022
Mise en place du pseudo séparatif Hazebrouck Nord Ouest : amont du carrefour avenues Haute Loge / Jean Bart / Masson Beau	Petit chemin de Cassel, allée de Flandre Petite rue de Cassel Rue Pierre Loti, rue François Villon, rue Mère Térésa, place Jacques Prévert, allée Lavoisier, allée Descartes, place Georges Sand, avenue Pierre Curie Grand chemin de Cassel Avenue de la Haute Loge en amont de la petite rue de Cassel Avenue de la Haute Loge entre la petite rue de Cassel et l'avenue des Flandres Avenue de la Haute Loge entre l'avenue des Flandres et l'avenue Jean Bart Rue Verlyck de la naissance du réseau unitaire jusqu'à la rue du 8 mai 1945 Rue Verlyck entre la rue du 8 mai 1945 et l'avenue Jean Bart Rue Pasteur Avenue Jean Bart entre la rue Notre Dame et la rue Verlyck Avenue Jean Bart entre la rue Verlyck et la rue Pasteur Avenue Jean Bart entre la rue Pasteur et l'avenue de la Haute Loge Autosurveillance	186 000 € 308 000 € 648 000 € 150 000 € 300 000 € 144 000 € 180 000 € 132 000 € 140 000 € 126 000 € 42 000 € 133 000 € 8 000 € 140 000 €	46 500 € 77 000 € 162 000 € 37 500 € 75 000 € 36 000 € 45 000 € 33 000 € 35 000 € 31 500 € 10 500 € 33 250 € 2 000 € 35 000 €	74 400 € 123 200 € 259 200 € 60 000 € 120 000 € 57 600 € 72 000 € 52 800 € 56 000 € 50 400 € 16 800 € 53 200 € 3 200 € 35 000 €	65 100 € 107 800 € 226 800 € 52 500 € 105 000 € 50 400 € 63 000 € 46 200 € 49 000 € 44 100 € 14 700 € 46 550 € 2 800 € 70 000 €	2023
		3 998 000 €	978 000 €	1 586 800 €	1 433 200 €	2024

Il est utile de préciser que dans le cadre de la mise en place d'un réseau pseudo séparatif des travaux concomitants devront être réalisés au titre de la gestion des eaux pluviales et que les dépenses induites seront imputées sur le budget principal de la ville. Ces opérations sont retracées dans le tableau qui suit :

EAUX PLUVIALES		Coût	Avance	Subvention	Coût résiduel à charge	
Mise en place du pseudo séparatif Hazebrouck Nord Ouest : amont du carrefour avenues Haute Loge / Jean Bart / Masson Beau	Petite Rue de Cassel	14 000 €	3 500 €	5 600 €	4 900 €	2023
	Avenue de la Haute Loge entre l'avenue des Flandres et l'avenue Jean Bart	150 000 €	37 500 €	60 000 €	52 500 €	2024
		164 000 €	41 000 €	65 600 €	57 400 €	

Le calendrier des opérations proposé est le suivant :

- Choix de l'Assistance à Maitrise d'Ouvrage : mars-avril 2020.
- Lancement de la consultation du marché de maîtrise d'œuvre : juin 2020.
- Choix de la Maitrise d'œuvre : décembre 2020.
- Lancement de la consultation pour le marché de travaux : septembre 2021.
- Notification du marché : juin 2022.
- Fin des travaux : septembre 2025.

Dans le cadre des travaux de mise aux normes du réseau d'assainissement, il est prévu le recours à une assistance à maîtrise d'ouvrage à hauteur de 50 000 € ainsi que des frais de maîtrise d'œuvre et des frais divers pour 400 000 €.

Par ailleurs, un montant de 200 000 € annuels est provisionné afin de procéder à des opérations ponctuelles qui n'auraient pas pu faire l'objet d'une anticipation ou encore à de grosses réparations.

Libellés	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Travaux de mise en conformité du réseau d'assainissement (cf. tableau ci-avant)		86 000 €	1 275 000 €	1 736 000 €	901 000 €	
Assistance à maîtrise d'ouvrage	50 000 €					
Maîtrise d'œuvre et frais annexes		100 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €	
Pose d'un réseau d'eaux usées route de Borre sur 250 ml						244 000 €
Pose d'un poste de refoulement vers le réseau eaux usées du poste Hoflandt						42 000 €
Mise en place d'un réseau pseudo-séparatif rue de Vieux Berquin						385 000 €
Opérations ponctuelles	200 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €
Total général	250 000 €	386 000 €	1 575 000 €	2 036 000 €	1 201 000 €	871 000 €

TABLEAU RECAPITULATIF DU PPI POUR LE BUDGET DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT

Libellés	2020	2021	2022	2023	2024	2025
<i>Dépenses d'investissement</i>	250 000 €	386 000 €	1 575 000 €	2 036 000 €	1 201 000 €	871 000 €
<i>Avances remboursables</i>	0 €	0 €	318 750 €	434 000 €	225 250 €	
<i>Subventions</i>	0 €	43 000 €	510 000 €	694 400 €	339 400 €	
<i>Reste à financer</i>	250 000 €	343 000 €	746 250 €	907 600 €	636 350 €	871 000 €

REGIE MUNICIPALE DES EAUX

Deux conduites transportent l'eau des champs captant vers les bassins de tamponnement situé 13 kilomètres en aval sur la commune de Morbecque. L'une d'entre elle dite « la bonna », d'un diamètre de 350 mm, date des années 20. A de nombreuses reprises il a dû être effectué des réparations sur cette conduite, non pas sur la structure même des tubes mais sur les têtes qui présentent des signes de vieillissement. Il est important de préciser que ces têtes se situent tous les 4 mètres et que la réparation de ce genre d'ouvrage, pour une simple fuite, représente en moyenne 3 jours de coupure sur le réseau. En parallèle, il existe une deuxième canalisation en fonte dite « la 400 » en référence à son diamètre qui, elle, date de 1974 et qui a déjà montré des signes de faiblesse même s'ils sont moins importants que ceux présentés par « la bonna ».,

Dans ces conditions et compte tenu de l'investissement que pourrait représenter la rénovation de la conduite dite « la bonna », il semblerait opportun de lancer une étude afin de disposer d'un véritable diagnostic sur l'état de cette canalisation et de connaître les éventuels travaux qu'il conviendrait d'entreprendre et de les planifier dans le temps s'ils s'avéraient effectivement conséquents et particulièrement onéreux. Dans l'attente de cette étude ou diagnostic, il apparaît prématuré d'intégrer dès à présent des montants de travaux à réaliser sur cette conduite.

Au titre du remplacement de canalisations d'adduction d'eau potable, un certain nombre d'opérations ont été identifiés parmi lesquelles ;

Libellés	2020	2021	2022	2023	2024
Rue de la Lys (380 ml) (DN100)	241 000 €				
Rue de Soignies (300 ml) (DN100)	166 000 €				
Rue du Château de l'Orme (380 ml) (DN100)	15 000 €				
Rue de Béthune (60 ml) (DN100)	24 500 €				
Rue Verlyck et délaissé (DN100) (450 ml)	255 000 €				
Rue du château de l'Hoflandt (du Zween Pleck à la rue du Pont Belge) (DN100) (330 ml)	184 000 €				
Rue du Pont Belge (route de Borre et Rue du Pont Belge) (DN100) (180 ml)	87 000 €				
Rue Notre Dame (DN 100) (550 ml)		593 700 €			
Rue Pasteur (870 ml) (DN100)				405 000 €	
Rue Elie Plateel (260 ml) (DN 100)			137 500 €		
Rue de la Briqueterie (200 ml) (DN100)					90 500 €
Rue Jeanne d'Arc (200 ml) (DN100)					90 500 €
Rue Pattein (200 ml) (DN100)					90 500 €
Avenue Masson Beau (Jean Bart / Rochelaise) (DN100) (300 ml)				182 200 €	
Rue de Queux St Hilaire (200 ml) (DN100)		134 000 €			
Rue d'Arras (230 ml) (DN100)			162 600 €		
Rue de Lens (280 ml) (DN100)			182 000 €		
Rue du Pont des Meuniers (canal/Rue de Vieux Berquin) (450 ml) (DN100)			136 500 €		
Route de Blaringhem (RD 106) (670 ml) (DN100)					140 000 €
Rue de Calais (Rue d'Aire/Rue de la Chapelle) (1200 ml) (DN200)			650 000 €		

Libellés	2020	2021	2022	2023	2024
Rue du Moulin (DN200) (340 ml)			243 000 €		
Rue de la Chapelle (500 ml) (DN200)		300 000 €			
Rue Warein (500ml) (DN150)				341 000 €	
Rue Marcel Porier (180ml) (DN100)					96 000 €
Rue de Calais (600ml) (DN200)			385 000 €		
Rue des Près (150 ml) (DN70)					105 000 €
Rue de Théroutanne (300 ml) (DN100) (entre Depoorter et paix)			162 000 €	162 000 €	
Grand Chemin de Borre (3130 ml) (DN70)			164 000 €	164 000 €	
Remplacement des colonnes du château d'eau et création d'un by-pass : (17 ml colonne montante DN300 + 17 ml colonne distribution DN350 + pièces + by-pass)	400 000 €				
Déplacement de la conduite rue Pasteur dans le cadre des travaux des résidences Pasteur et Foch	120 000 €				
Recours à un bureau d'études pour la réalisation des DCE pour le lancement des travaux	100 000 €				
Recours à une AMO pour le projet de remplacement de la BONNA (recherche des meilleurs techniques, l'acquisition du foncier, programme de travaux, etc)	50 000 €				
Remplacement obligatoire des 350 compteurs demandé par le service de la répression des fraudes	23 000 €				
Travaux de dévoiement de la Bonna sur la RD 157 entre Bœseghem et Aire sur la Lys (giratoire)	120 000 €				
Remplacement des compteurs des bâtiments communaux de diamètre supérieur à 20	45 000 €				
Renouvellement annuel des compteurs (1/15ème par an)	66 000 €	66 000 €	66 000 €	66 000 €	66 000 €
Marché de Travaux sur conduites d'eau par des sociétés extérieures (nouveaux branchements, petits travaux, urgences...)	200 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €
Total général	2 096 500 €	1 293 700 €	2 488 600 €	1 520 200 €	878 500 €

Par ailleurs, eu égard aux importants travaux de mise aux normes du réseau d'assainissement dans certaines rues de la ville d'Hazebrouck, il conviendrait de profiter de ceux-ci pour vérifier l'état des conduites d'eau potable et, si nécessaire, effectuer les travaux qui s'imposent de manière simultanée.

Dans ce cadre, une première approche a été opérée et une planification été établie comme suit :

Libellés	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Rempl. de la canalisation petite rue de Cassel (440 ml)				270 000 €		
Rempl. de la canalisation grand chemin de Cassel (250 ml)				140 000 €		
Rempl. de la canalisation avenue de la Haute Loge (830 ml)					465 000 €	
Rempl. de la canalisation rue Pasteur (210 ml)					118 000 €	
Rempl. de la canalisation avenue Jean Bart (360 ml)					200 000 €	

Libellés	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Rempl. de la canalisation route de Borre (250 ml)						140 000 €
Total général	0 €	0 €	0 €	410 000 €	783 000 €	140 000 €

TABLEAU RECAPITULATIF DU PPI POUR LE BUDGET DE LA REGIE MUNICIPALE DES EAUX

Libellés	2020	2021	2022	2023	2024	2025
<i>Dépenses d'investissement</i>	2 096 500 €	1 293 700 €	2 488 600 €	1 930 200 €	1 661 500 €	140 000 €

DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2020

SERVICE D'ASSAINISSEMENT

PROSPECTIVE

La prospective investissement du service de l'assainissement a été bâtie en fonction de 3 objectifs principaux, à savoir :

- Assurer le remboursement de la part capital de l'annuité de la dette par des recettes de fonctionnement et notamment la redevance assainissement ;
- Veiller à ne pas obérer les capacités d'emprunt futures du service de l'assainissement mais également de la collectivité dans son ensemble ;
- Affecter progressivement l'excédent de fonctionnement au financement des opérations d'investissement.

Ainsi, il est proposé dans la prospective de prélever en 2020 un montant équivalent à 30% du remboursement de la part capital de la dette sur les recettes de fonctionnement pour arriver progressivement à 80% en 2025.

L'équilibre de la section d'investissement, compte tenu des dépenses prévisionnelles, est atteint sans recours à l'emprunt et ponctionne l'excédent de fonctionnement. Il est utile de rappeler que l'importance de l'excédent de fonctionnement procédait notamment de la volonté de constituer une réserve destinée au financement de charges d'investissement pour les exercices ultérieurs et dont il paraît souhaitable d'étaler la charge sur plusieurs exercices.

S'agissant de la section de fonctionnement, la prospective anticipe une progression des dépenses et notamment celles afférentes à l'entretien et aux petites réparations des réseaux qui n'ont pu être réalisés au des derniers exercices. La délibération du Conseil Municipal du 20 décembre 2018 autorisant le lancement d'une consultation sous forme d'appel d'offres ouvert pour les petits travaux d'assainissement va dans ce sens. La consultation des entreprises a été opérée et le marché vient d'être attribué.

Au niveau des frais de personnel, il a été procédé à une réévaluation des mises à disposition en fonction de l'affectation effective des agents, ceci permettant de valoriser avec plus de précision les flux financiers entre les différents budgets et de mesurer plus justement le coût du service.

SERVICE D'ASSAINISSEMENT - PROSPECTIVE BUDGETAIRE - INVESTISSEMENT

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES

	CA 2017	CA 2018	CA 2019	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025
001 Résultat d'investissement reporté	0	15 688	125 752	248 376	0,00				0,00
16 Emprunts et dettes assimilées	634 557	615 672	576 999	586 200	601 000	611 300	643 238	366 338	385 600
dont Dette existante	634 557	615 672	576 999	586 200	601 000	611 300	643 238	366 338	385 600
Dette nouvelle									
20 Immobilisations incorporelles	0	0	0	1 000	2 000	9 000	10 000	8 000	1 500
21 Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00
23 Immobilisations en cours	356 876	354	0	270 375	386 000	1 575 000	2 036 000	1 201 000	871 000
040 Opérations d'ordre de transfert entre sections	173 465	176 318	369 847	204 000	204 860	204 860	214 200	217 888	210 788
041 Opérations patrimoniales	28 488	0	0	32 000	32 000	32 000	32 000	32 000	32 000
TOTAL.....	1 193 386	808 031	1 072 598	1 341 951	1 225 000	2 432 160	2 935 438	1 825 226	1 500 888

SECTION D'INVESTISSEMENT

RECETTES

	CA 2017	CA 2018	CA 2019	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025
002 Résultat d'investissement reporté	312 624	0	0	0	0				0
10 Dotations, fonds divers et réserves	0	15 688	125 752	268 751	0				0
13 Subventions d'investissement	68 645	0	0	0	43 000	510 000	694 400	339 400	0
16 Emprunts et dettes assimilées	90 630	0	0	0	0	318 750	434 000	225 250	0
23 Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0
021 Virement de la section de fonctionnement				347 800	472 293	889 782	1 062 011	475 427	692 621
040 Opérations d'ordre de transfert entre sections	677 312	666 592	698 470	693 400	677 708	681 628	713 028	753 148	76 888
041 Opérations patrimoniales	28 488	0	0	32 000	32 000	32 000	32 000	32 000	32 000
TOTAL.....	1 177 698	682 279	824 222	1 341 951	1 225 001	2 432 160	2 935 439	1 825 225	1 500 888
RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT CUMULÉ.....	-15 688	-125 752	-248 376	0	1	0	1	-1	0

Envoyé en préfecture le 20/02/2020
Reçu en préfecture le 20/02/2020
Affiché le 20/02/2020
ID : 059-215902958-20200213-DELIB10CM13220-DE

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
011 CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 092 579	770 260	831 430	1 076 430	1 093 240	1 110 360	1 127 900	1 145 750	1 164 010
012 CHARGES DE PERSONNEL	48 633	50 240	49 150	171 620	173 340	175 080	176 840	178 610	180 400
014 ATTENUATIONS DE PRODUITS	181 327	223 690	211 761	175 140	175 140	175 140	175 140	175 140	175 140
65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	36 985	53 968	18 015	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
66 CHARGES FINANCIERES	205 606	185 690	166 187	148 400	129 400	109 400	89 400	72 400	59 400
67 CHARGES EXCEPTIONNELLES	7 716	17 981	7 272	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
TOTAL DES DEPENSES REELLES	1 572 846	1 301 829	1 283 815	1 636 590	1 636 120	1 634 980	1 634 280	1 636 900	1 643 950
042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	677 312	666 592	698 470	693 400	677 708	681 628	713 028	753 148	776 268
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	677 312	666 592	698 470	693 400	677 708	681 628	713 028	753 148	776 268
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (hors déf.)	2 250 158	1 968 421	1 982 285	2 329 990	2 313 828	2 316 608	2 347 308	2 390 048	2 420 218
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (avec déf.)	2 250 158	1 968 421	1 982 285	2 329 990	2 313 828	2 316 608	2 347 308	2 390 048	2 420 218

D002 DEFICIT DE FONCTIONNEMENT REPORTE DE N-1

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
013 ATTENUATIONS DE CHARGES	1 049	0	189	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
70 PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	2 425 227	2 323 173	2 356 369	2 300 850	2 349 228	2 416 398	2 518 050	2 427 596	2 516 910
dont : Redevance d'assainissement collectif	1 693 478	1 711 884	1 727 483	1 680 640	1 733 488	1 800 613	1 897 366	1 797 591	1 878 035
74 DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	1 380	0	42 770	0	0	0	0	0	0
77 PRODUITS EXCEPTIONNELS	4 281	8 544	34 302	0	0	0	0	0	0
TOTAL DES RECETTES REELLES	2 431 937	2 331 717	2 433 630	2 301 850	2 350 228	2 417 398	2 519 050	2 428 596	2 517 910
042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	173 465	176 318	369 847	204 000	204 000	204 860	214 200	217 888	210 788
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	173 465	176 318	369 847	204 000	204 000	204 860	214 200	217 888	210 788
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT (hors exc.)	2 605 402	2 508 035	2 803 477	2 505 850	2 554 228	2 622 258	2 733 250	2 646 484	2 728 698
R002 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTE DE N-1	2 407 978	2 747 534	3 161 396	3 713 837	3 541 897	3 310 004	2 725 872	2 049 803	1 830 812
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT (avec exc.)	5 013 380	5 255 569	5 964 873	6 219 687	6 096 125	5 932 262	5 459 122	4 696 287	4 559 510

Résultat de clôture
Affectation au 1068
Affectation au R002

Montant à financer par la redevance
Redevance d'assainissement collectif

volume
817 000

1 797 591
2024
2,2002

1 897 366
2023
2,3224

1 800 613
2022
2,2039

1 733 488
2021
2,1218

1 680 640
2020
2,0571

2019
2,142

2018
2,112

2017
2,0571

2016
2,0571

2015
2,0571

2014
2,0571

2013
2,0571

2012
2,0571

Envoyé en préfecture le 20/02/2020
Reçu en préfecture le 20/02/2020
Affiché le
ID : 059-215902958-20200213-DELIB10CM13220-DE



FORMATION DE L'EPARGNE

RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT (hors 775)

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES DE GESTION

EPARGNE DE GESTION

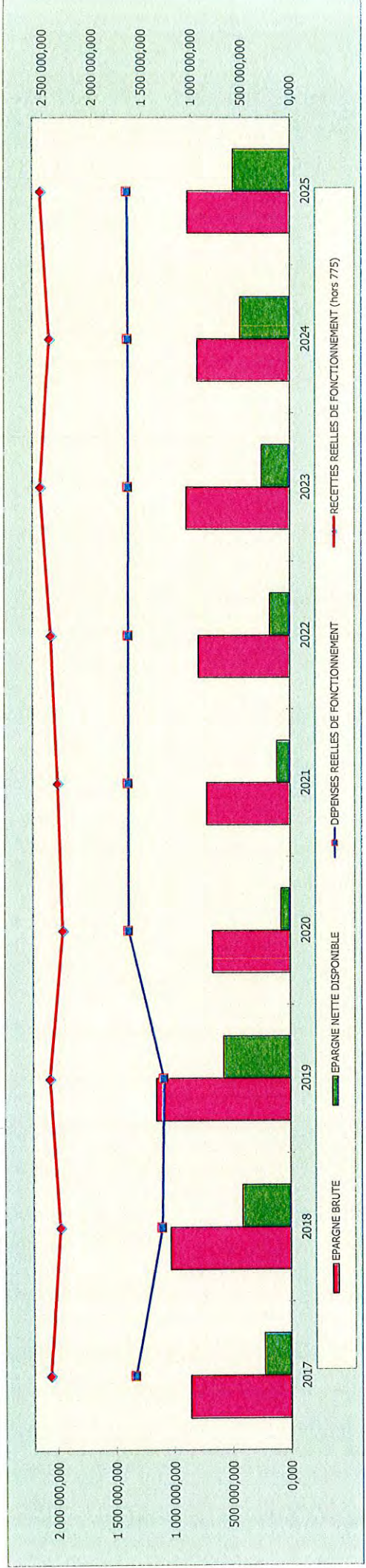
INTERETS DE LA DETTE

EPARGNE BRUTE

REMBOURSEMENT DU CAPITAL (v/c compte 165 - compte 27)

EPARGNE NETTE DISPONIBLE

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT (hors 775)	2 431 937	2 331 717	2 433 630	2 301 850	2 350 228	2 417 398	2 519 050	2 428 596	2 517 910
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	1 572 846	1 301 829	1 283 815	1 636 590	1 636 120	1 634 980	1 634 280	1 636 900	1 643 950
DEPENSES DE GESTION	1 367 240	1 116 139	1 117 628	1 488 190	1 506 720	1 525 580	1 544 880	1 564 500	1 584 550
EPARGNE DE GESTION	1 064 697	1 215 578	1 316 002	813 660	843 508	891 818	974 170	864 096	933 360
INTERETS DE LA DETTE	205 606	185 690	166 187	148 400	129 400	109 400	89 400	72 400	59 400
EPARGNE BRUTE	859 091	1 029 888	1 149 815	665 260	714 108	782 418	884 770	791 696	873 960
REMBOURSEMENT DU CAPITAL (v/c compte 165 - compte 27)	634 557	615 672	576 999	586 200	601 000	611 300	643 238	366 338	385 600
EPARGNE NETTE DISPONIBLE	224 534	414 216	572 816	79 060	113 108	171 118	241 532	425 358	488 360



Envoyé en préfecture le 20/02/2020
Reçu en préfecture le 20/02/2020
Affiché le 
ID : 059-215902958-20200213-DELIB10CM13220-DE

DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2020

REGIE MUNICIPALE DES EAUX

PROSPECTIVE

La prospective investissement de la régie des eaux répond aux mêmes objectifs que ceux évoqués pour le service de l'assainissement, à savoir :

- Assurer le remboursement de la part capital de l'annuité de la dette par des recettes de fonctionnement et notamment la redevance assainissement ;
- Veiller à ne pas obérer les capacités d'emprunt futures du service de la régie des eaux mais également de la collectivité dans son ensemble ;
- Affecter progressivement l'excédent de fonctionnement au financement des opérations d'investissement.

Cependant, l'annuité de la dette étant moins élevée, il est proposé dans la prospective de prélever dès à présent un montant équivalent à 100% du remboursement de la part capital de la dette sur les recettes de fonctionnement.

L'équilibre de la section d'investissement, compte tenu des dépenses annuelles prévisionnelles d'équipement précisées ci-avant dans le présent document, ne peut être atteint sans un recours à l'emprunt et un prélèvement sur l'excédent de fonctionnement. Au niveau de la régie des eaux, l'importance de l'excédent de fonctionnement procédait également de la volonté de constituer une réserve destinée au financement de charges d'investissement pour les exercices ultérieurs et dont il paraît également souhaitable d'étaler la charge sur plusieurs exercices.

S'agissant de la section de fonctionnement, la prospective anticipe une progression des dépenses et notamment celles afférentes à l'entretien et aux petites réparations des réseaux qui n'ont pu être réalisés au cours du dernier exercice. La délibération du Conseil Municipal du 20 décembre 2018 autorisant le lancement d'une consultation sous forme d'appel d'offres ouvert pour les petits travaux d'eau potable va dans ce sens. La consultation des entreprises a été opérée et le marché vient d'être attribué.

Au niveau des frais de personnel, il a été procédé à une réévaluation des mises à disposition en fonction de l'affectation effective des agents, ceci permettant de valoriser avec plus de précision les flux financiers entre les différents budgets et de mesurer plus justement le coût du service. Il a également été tenu compte des besoins en matière de remplacement et d'effectif supplémentaire et ce, dans la mesure du possible dans le cadre d'une mutualisation des moyens humains entre différents budgets.

REGIE MUNICIPALE DES EAUX - PROSPECTIVE BUDGETAIRE - INVESTISSEMENT

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES

	CA 2017	CA 2018	CA 2019	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025
001 Résultat d'investissement reporté	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées	194 376	181 503	128 194	133 000	172 712	213 994	309 426	382 493	421 941
dont Dette existante	194 376	181 503	128 194	133 000	137 000	142 000	147 000	152 000	158 000
Dette nouvelle					35 712	71 994	162 426	230 493	263 941
20 Immobilisations incorporelles	0	0	0	150 000	0	0	0	0	0
21 Immobilisations corporelles	67 775	114 240	257 296	149 600	66 000	66 000	66 000	66 000	0
23 Immobilisations en cours	212 217	12 147	4 136	1 812 500	1 227 700	2 422 600	1 864 200	1 595 500	693 517
040 Opérations d'ordre de transfert entre sections	37 216	37 880	41 312	40 790	40 790	40 810	40 110	39 010	36 460
041 Opérations patrimoniales	0	0	0	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
TOTAL.....	511 584	345 770	430 938	2 295 890	1 517 202	2 753 404	2 289 736	2 093 003	1 161 918

SECTION D'INVESTISSEMENT

RECETTES

	CA 2017	CA 2018	CA 2019	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025
002 Résultat d'investissement reporté	168 898	282 849	519 507	602 103					
10 Dotations, fonds divers et réserves	131 003	0	0	128 194	0	0	0	0	0
13 Subventions d'investissement	3 323	70 962	0	0	0	0	0	0	0
16 Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	600 000	600 000	1 500 000	1 100 000	500 000	0
21 Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23 Dotations, fonds divers et réserves	0	695	0	0	0	0	0	0	0
021 Virement de la section de fonctionnement	0	0	0	449 793	360 325	656 104	532 783	894 310	421 941
040 Opérations d'ordre de transfert entre sections	491 209	510 772	513 534	505 801	546 877	587 300	646 953	688 693	797 000
041 Opérations patrimoniales	0	0	0	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	0 000
TOTAL.....	794 433	865 278	1 033 041	2 295 891	1 517 202	2 753 404	2 289 736	2 093 003	1 161 918

RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT CUMULE.....

Envoyé en préfecture le 20/02/2020
Reçu en préfecture le 20/02/2020
Affiché le 11/03/2020
ID : 059-215902958-20200213-DELIB10CM13220-DE

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
011 CHARGES A CARACTERE GENERAL	583 046	535 800	620 048	667 374	694 124	761 676	753 490	762 980	766 600	770 220	773 960
dont : Redevances versée aux agences de l'eau	141 952	124 122	49 363	135 690	95 000	95 000	95 000	95 000	95 000	95 000	95 000
012 CHARGES DE PERSONNEL	584 989	598 484	572 711	527 799	494 466	601 270	607 280	613 360	619 510	625 710	631 980
014 ATTENUATIONS DE PRODUITS	428 688	339 640	294 418	348 541	322 720	305 000	305 000	305 000	305 000	305 000	305 000
dont : Reverse à l'Agence de l'Eau - Red. pour pollution d'origine domestique	428 688	339 640	294 418	348 541	322 720	305 000	305 000	305 000	305 000	305 000	305 000
65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	32 509	35 896	38 582	48 497	16 366	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
66 CHARGES FINANCIERES	84 072	77 299	66 895	59 915	54 774	53 300	57 900	61 930	79 584	71 889	63 755
67 CHARGES EXCEPTIONNELLES	187 421	0	20 424	17 045	4 450	0	0	0	0	0	0
TOTAL DES DEPENSES REELLES	1 900 725	1 587 119	1 613 078	1 669 171	1 586 900	1 771 246	1 773 670	1 793 270	1 820 694	1 822 819	1 824 695
042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	435 102	466 919	491 209	510 772	513 534	505 801	546 877	587 300	646 953	688 693	729 977
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	435 102	466 919	491 209	510 772	513 534	505 801	546 877	587 300	646 953	688 693	729 977
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (hors déf.)	2 335 827	2 054 038	2 104 287	2 179 943	2 100 434	2 277 047	2 320 547	2 380 570	2 467 647	2 511 512	2 554 672
D002 DEFICIT DE FONCTIONNEMENT REPORTE DE N-1											
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (avec déf.)	2 335 827	2 054 038	2 104 287	2 179 943	2 100 434	2 277 047	2 320 547	2 380 570	2 467 647	2 511 512	2 554 672

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
013 ATTENUATIONS DE CHARGES	113 010	152 736	157 851	150 485	156 313	151 000	151 000	151 000	151 000	151 000	151 000
70 PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	2 094 593	2 146 470	2 108 275	2 157 629	2 102 647	2 218 257	2 301 469	2 402 754	2 585 963	2 703 995	2 789 153
dont : Ventes d'eau aux abonnés	1 271 331	1 307 370	1 302 611	1 256 531	1 294 509	1 247 417	1 328 649	1 427 934	1 609 123	1 725 115	1 808 213
Redevance pour pollution d'origine domestique	341 440	348 337	335 042	342 063	302 697	305 000	305 000	305 000	305 000	305 000	305 000
Autres taxes et redevances	102 621	103 592	104 378	103 420	87 392	95 000	95 000	95 000	95 000	95 000	95 000
Location de compteurs	253 361	259 175	257 757	272 967	313 534	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000
DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	0	0	25 000	7 581	0	0	0	0	0	0	0
75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
77 PRODUITS EXCEPTIONNELS	3 641	3 480	8 382	91 619	1 209	0	0	0	0	0	0
TOTAL DES RECETTES REELLES	2 215 254	2 302 692	2 299 508	2 407 314	2 260 170	2 369 257	2 452 469	2 553 754	2 736 963	2 854 995	2 940 153
042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	36 287	37 216	37 216	37 880	41 312	40 790	40 790	40 810	40 110	39 010	36 460
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	36 287	37 216	37 216	37 880	41 312	40 790	40 790	40 810	40 110	39 010	36 460
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT (hors exc.)	2 251 541	2 339 908	2 336 724	2 445 194	2 301 482	2 410 047	2 493 259	2 594 564	2 777 073	2 894 005	2 976 613
R002 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTE DE N-1	1 697 031	1 394 782	1 549 649	1 782 086	2 047 337	2 120 191	1 803 398	1 615 785	1 173 675	950 318	438 501
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT (avec exc.)	3 948 572	3 734 690	3 886 373	4 227 280	4 348 819	4 530 238	4 296 657	4 210 349	3 950 748	3 844 323	3 415 114

Résultat de réévaluations	1 612 245	1 680 652	1 782 086	2 047 337	2 248 385	2 253 191	1 976 110	1 829 779	1 483 101	1 332 811	860 442
Affectation au R002	217 963	131 003	1 782 086	2 047 337	128 194	449 793	360 325	656 104	532 783	894 310	421 941
Affectation au R002	1 394 782	1 549 649	1 782 086	2 047 337	2 120 191	1 803 398	1 615 785	1 173 675	950 318	438 501	438 501

Surtaxe eau potable
Eau Hazebrouck
Eau 10%
Eau 25%
Eau Aire sur la Lys

Envoyé en préfecture le 20/02/2020

Reçu en préfecture le 20/02/2020

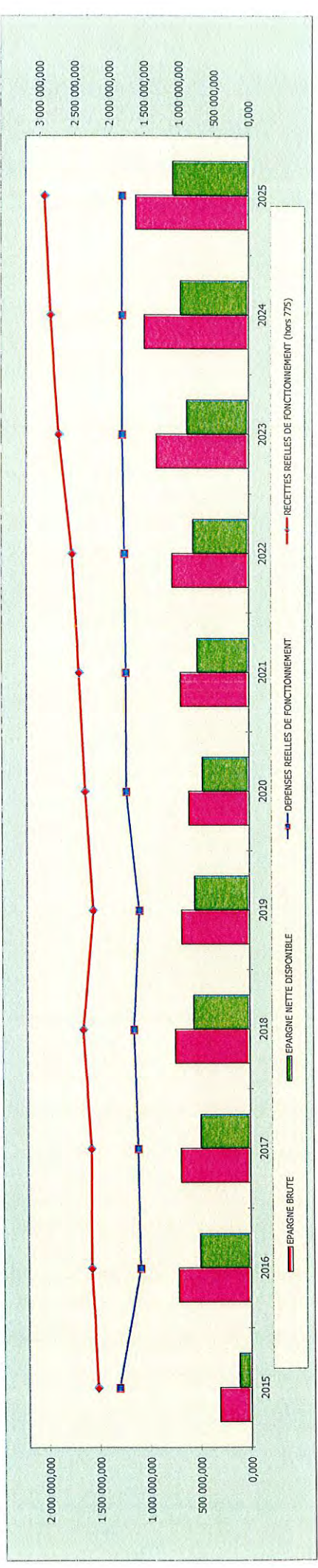
Affiché le

5LOX

ID : 059-215902958-20200213-DELIB10CM13220-DE

FORMATION DE L'EPARGNE

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT (hors 775)	2 215 254	2 302 692	2 299 508	2 407 314	2 260 170	2 369 257	2 452 469	2 553 754	2 736 963	2 854 995	2 940 153
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	1 900 725	1 587 119	1 613 078	1 669 171	1 586 900	1 771 246	1 773 670	1 793 270	1 820 694	1 822 819	1 824 695
DEPENSES DE GESTION	1 816 653	1 509 820	1 546 183	1 609 256	1 532 126	1 717 946	1 715 770	1 731 340	1 741 110	1 750 930	1 760 940
EPARGNE DE GESTION	398 601	792 872	753 325	798 058	728 044	651 311	736 699	822 414	995 853	1 104 065	1 179 213
INTERETS DE LA DETTE	84 072	77 299	66 895	59 915	54 774	53 300	57 900	61 930	79 584	71 889	63 755
EPARGNE BRUTE	314 529	715 573	686 430	738 143	673 270	598 011	678 799	760 484	916 269	1 032 176	1 115 458
REMBOURSEMENT DU CAPITAL (v/c compte 165 - compte 27)	193 824	212 212	194 376	181 503	128 194	133 000	166 760	207 947	303 282	358 395	367 698
EPARGNE NETTE DISPONIBLE	120 705	503 361	492 054	556 640	545 076	465 011	512 039	552 537	612 987	673 781	747 760



Envoyé en préfecture le 20/02/2020
Reçu en préfecture le 20/02/2020
Affiché le
ID : 059-215902958-20200213-DELIB10CM13220-DE



**APPLICATION DE LA FORMULE DE REVISION
POUR LE PRIX DE L'EAU, LA REDEVANCE ASSAINISSEMENT,
LA LOCATION DES COMPTEURS
1^{er} semestre - 2020**

1) Prix de l'eau (partie frais d'exploitation)

- Partie frais d'exploitation du prix de l'eau : 0,66 Euros/m³
(délibération du Conseil Municipal : 10 décembre 2015)
- Formule de révision (délibération du 10 décembre 2015)

$$P = Po [0,10 + 0,45(S/So) + 0,30(E/Eo) + 0,15(FSD1/FSD1o)]$$

dans laquelle :

Po : représente le montant au 1^{er} semestre 2015 de la partie frais d'exploitation du m³ distribué aux abonnés de la Régie des Eaux.
Po = 0,66 € par m³ hors TVA.

So : représente l'indice régional des salaires du B.T.P. dans le Nord Pas-de-Calais multiplié par le coefficient de charges des travaux publics pour la province – novembre 2014 :
So : 507,3 x 1,807 = 916,69.

Eo : représente l'indice électricité Tarif vert A5 option base (351107) – décembre 2014
Eo : 129,9

FSD1o : représente l'indice pour les frais et services divers – décembre 2014.
FSD1o = 127,8

S, E et FSD1 représentent les derniers indices connus au mois de janvier pour le premier semestre et au mois de juillet pour le deuxième semestre soit :

S : 547,2 x 1,7797 (8 janvier 2020)

E : 110,3 x 1,1762 x 1,13 (29 novembre 2019). L'indice 351107 a été remplacé par l'indice 35111403 (coeff de raccordement : 1,1762). En septembre 2017, l'indice 35111403 a été remplacé par l'indice 010534766 (coeff de raccordement : 1,1300) dont la dernière valeur définitive connue au 31 mai 2018 est 110 rectifiée.

FSD1 : 133,8 (20 décembre 2019)

$$P = 0,66 (0,10 + 0,45 \times \frac{S}{So} + 0,30 \times \frac{E}{Eo} + 0,15 \times \frac{FSD1}{FSD1o})$$

$$P = 0,66 (0,10 + 0,45 \times \frac{973,85}{916,69} + 0,30 \times \frac{146,60}{129,9} + 0,15 \times \frac{133,8}{127,8})$$

$$P = 0,71$$

Le prix actuel de l'eau (partie exploitation) étant de 0,73 (2^{ème} semestre 2019). La baisse est de 2 centimes.

Le prix de l'eau pour le 1^{er} semestre 2020 est donc de : **P = 0,71**

2) Redevance d'assainissement

Le montant de la redevance assainissement (partie frais d'exploitation) est de 0,58 € (délibération du 29 mars 2004) révisable selon la formule suivante :

$$P = 0,58 \left(0,10 + 0,55 \frac{S}{So} + 0,20 \frac{E}{Eo} + 0,15 \frac{FSD1}{FSD1o} \right)$$

So = Indice des salaires du Nord x coefficient des charges salariales (BTP)

So = 363,8

Moniteur du 30 avril 2004
(valeur janvier 2004)

Coefficient des charges (BTP) : 1,8049
bâtiment

Moniteur du 30 avril 2004
(valeur janvier 2004)

S = 547,2

(valeur 4 janvier 2020)

Coefficient des charges
salariales (BTP) : 1,7797

Moniteur du 8 janvier 2020

Eo : Indice électricité moyenne tension 351002 (valeur du 1^{er} janvier 2004)

Eo = 100

Cet indice de prix à la production a été remplacé par l'indice 351007 base 100-2005 puis par l'indice 351107 base 100-2010. La date de raccordement est octobre 2012 avec un coefficient de raccordement de 1,1936. L'indice 351107 a été remplacé par l'indice 35111403 (coefficient de raccordement de 1,1762). En septembre 2017, l'indice 35111403 a été remplacé par l'indice 010534766 (coeff de raccordement : 1,1300)

E : 010534766 = 110,3

Moniteur du 29 novembre 2019

Coefficients de raccordement :

1,1936 x 1,1762 x 1,1300

FSD1o : frais et services divers
FSD1o : 100,00

Moniteur du 7 janvier 2005
(valeur juillet 2004)

FSD1 : 133,8

Moniteur du 20 décembre 2019

$$P = 0,58 \left(0,10 + 0,55 \times \frac{547,2 \times 1,7797}{363,8 \times 1,8049} + 0,20 \times \frac{110,3 \times 1,1936 \times 1,1762 \times 1,13}{100} + 0,15 \times \frac{133,8}{100} \right)$$

P = 0,85

Le montant actuel de la redevance assainissement (partie frais d'exploitation) étant de 0,87, la baisse est de 2 centimes

Le montant de la redevance assainissement (partie frais d'exploitation) à facturer à compter du 1^{er} janvier 2020 est de **0,85 €**.

3) Location des compteurs

$$P = P \times (0,10 + 0,45 \frac{S}{S_0} + 0,45 \times \frac{FSD1}{FSD1_0})$$

$$P = P \times (0,10 + 0,45 \times \frac{547,2 \times 1,7797}{507,3 \times 1,807} + 0,45 \times \frac{133,8}{127,8})$$

$$P = P \times 1,05$$

Au 1^{er} semestre 2020 $P = P_0$ (Prix au 2^{ème} semestre 2019) $\times 1,05$

Cependant, comme le fixe la délibération du 20 septembre 1999, seule une augmentation supérieure à 1% modifie le prix. Les prix augmenteront au 1^{er} semestre 2020.

Barème de location des compteurs par mois (en € HT)

Diamètre	< à 20 mm	21 < D < 40 mm	41 < D < 50mm	51 < D < 80mm	81 < D < 100 mm
€	3,12	7,31	24,80	38,36	56,40

Frais de fermeture ou réouverture de branchement augmentent

La formule de révision est identique à celle utilisée pour la location de compteur.

Les frais de fermeture ou de réouverture de branchement sont fixés à **15,68 € HT** à compter du 1^{er} semestre 2020.

PRIX DE L'EAU

	2016	Prix pour 120 m3	2017 1er sem	Prix pour 120 m3	2017 2ème sem	Prix pour 120 m3	2018 1er sem	Prix pour 120 m3	2018 2ème sem	Prix pour 120 m3	2019 1er sem	Prix pour 120 m3	2019 2 ème sem	Prix pour 120 m3	2020 1er sem	Prix pour 120 m3
EAU H.T.																
Partie Exploitation	0,67		0,67		0,68		0,68		0,71		0,71		0,73		0,71	
Partie Financière	0,378		0,378		0,378		0,378		0,378		0,378		0,378		0,378	
	1,048	125,76	1,048	125,76	1,058	126,96	1,058	126,96	1,088	130,56	1,088	130,56	1,108	132,96	1,088	130,56
T.V.A. 5,5%	0,058	6,92	0,058	6,92	0,058	6,98	0,058	6,98	0,060	7,18	0,060	7,18	0,061	7,31	0,060	7,181
Préservation des ressources en eau (Agence de l'Eau)	0,06442	7,73	0,06442	7,73	0,06442	7,73	0,06442	7,73	0,06442	7,73	0,05798	6,96	0,05798	6,96	0,05798	6,96
T.V.A. 5,5%	0,0035	0,43	0,0035	0,43	0,0035	0,43	0,0035	0,43	0,0035	0,43	0,0032	0,38	0,0032	0,38	0,0032	0,38
Redevance Pollution H.T.	0,388	46,56	0,388	46,56	0,388	46,56	0,388	46,56	0,388	46,56	0,350	42,00	0,350	42,00	0,350	42,00
T.V.A. 5,5%	0,021	2,56	0,021	2,56	0,021	2,56	0,021	2,56	0,021	2,56	0,019	2,31	0,019	2,31	0,019	2,31
Redevance Modernisation Réseaux	0,266	31,92	0,266	31,92	0,266	31,92	0,266	31,92	0,266	31,92	0,210	25,2	0,210	25,2	0,210	25,2
T.V.A. 7% 2012	0,027	3,19	0,027	3,19	0,027	3,19	0,027	3,19	0,027	3,19	0,021	2,52	0,021	2,52	0,021	2,52
Redevance Assainissement H.T.																
Partie Exploitation	0,79		0,8		0,82		0,82		0,84		0,84		0,87		0,85	
Partie Financière	1,272		1,272		1,272		1,272		1,272		1,272		1,272		1,272	
	2,062	247,44	2,072	248,64	2,092	251,04	2,092	251,04	2,112	253,44	2,112	253,44	2,142	257,04	2,122	254,64
T.V.A. 10% (7% jusqu'en 2012)	0,206	24,74	0,207	24,86	0,209	25,10	0,209	25,10	0,211	25,34	0,211	25,34	0,214	25,70	0,212	25,46
Abonnement		31,8		31,8		31,8		31,8		32,76		34,4		35,76		37,44
T.V.A. 5,5%		1,75		1,75		1,75		1,75		1,80		1,89		1,97		2,06
TOTAL H.T.	3,828	491,21	3,838	492,41	3,868	496,01	3,868	496,01	3,918	502,97	3,818	492,56	3,868	499,92	3,828	
TOTAL T.V.A.	0,315	39,59	0,316	39,71	0,319	40,01	0,319	40,01	0,323	40,50	0,314	39,63	0,319	40,20	0,315	
TOTAL T.T.C.	4,144	530,80	4,155	532,12	4,187	536,02	4,187	536,02	4,241	543,47	4,132	532,19	4,187	540,11	4,143	
Pour un m3 avec abo		4,42		4,43		4,47		4,47		4,53		4,43		4,50		

Envoyé en préfecture le 20/02/2020

Reçu en préfecture le 20/02/2020

Affiché le
ID: 059-215902958-20200213-DELIB10CM13220-DE

SLO